Vol. 9 • No. 28 • Du 20 au 26 janvier 2016

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00



1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

NON AUX ÉLECTIONS-SÉLECTIONS DU 24 JANVIER !



Voir page 4

Pierre Louis Opont avait, dans une interview sur les ondes de la radio des forces occupantes la Minustah, promis que « le pays connaîtra le nom de son prochain président le 1e février 2016. »



7 FÉVRIER 2016 : MARTELLY DOIT PARTIR !



Daniel Tercier/Haiti Liberté

Voir page 4

Le peuple haïtien est resté toujours mobilisé, et aujourd'hui encore il est descendu dans les rues par milliers pour faire échec au coup d'Etat électoral du 24 janvier prochain. Il se prépare en tout état de cause pour un véritable dechoukay. De gré ou de force, Martelly doit partir le 7 février









1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

Coup de théâtre ou coup de force?

Par Berthony Dupont

Le pays se trouve devant un fait accompli. Le Conseil Électoral Provisoire tient mordicus à sa décision de procéder au second tour des présidentielles avec un seul candidat, et non des moindres, celui du pouvoir rejeté par la population. Cet acte plus qu'arbitraire et illégal ne correspond en rien aux méthodes d'actions démocratiques ; mais bien à une provocation inouïe. C'est un vaste complot pour empêcher la libération réelle du peuple haïtien au mépris des principes les plus élémentaires de la morale et du droit.

Il faut l'avouer, le pays est en train d'être pris en tenaille par l'empire, et cette tentative de noyer le poisson en reportant la date du deuxième tour n'a rien d'un coup de théâtre, d'autant que cette petite ile représente aux yeux des grandes puissances exploiteuses un enjeu stratégique. L'impérialisme voit dans notre pays une espèce de réserve qui lui permettra de poursuivre l'oppression et l'exploitation, le pillage de nos richesses et surtout de nos matières premières, autant d'éléments déterminants qui expliquent la situation dramatique existant actuellement.

C'est une menace permanente qui pèse sur Haïti, et il est en train de se concocter une grande et dangereuse conspiration contre la nation. Les complicités dont disposent ces fauteurs de guerre sont proprement surprenantes et nous ne devons jamais oublier que ces forces réactionnaires sont capables de tous les crimes.

L'impérialisme veut nous infliger une leçon afin de nous faire savoir qu'il n'accepte jamais que l'on contredise sa volonté. C'est dans cette optique qu'il nous prépare un coup de force machiavélique afin de nous imposer la continuité dans la corruption, ses mercenaires aidant. Conscient qu'il est en train de perdre du terrain, il a lancé cette offensive faisant une fois de plus passer ses intérêts avant ceux des masses populaires. En cette période de renouvellement des personnalités politiques, il n'essaye de maintenir son influence que par le recours à des pratiques manipulatoires évidentes ainsi que par des procédés particulièrement antidémocratiques. L'empire étant à bout de souffle, ainsi s'explique cet affrontement entre les masses haïtiennes et son pouvoir mal assuré.

Aussi pour en démordre avec l'emprise du pouvoir tentaculaire impérial, il est urgent et impérieux que la pression populaire soit concrète, articulée, organisée autour d'un leadership démocratique fort ; de sorte que le 24 janvier – ou une éventuelle autre date – la montagne impériale n'accouche que d'une souris. Que cet extraordinaire élan populaire ouvre la voie à un renouveau politique. A ce compte, vu que la balle est désormais dans notre camp, le temps n'est pas aux tergiversations électorales et à l'attentisme stérilisant d'une transition ; mais à organiser une offensive combative. Il nous faut non seulement nous défendre, mais renvoyer la balle dans le camp adverse. Le vent de la honteuse corruption électorale sur grande échelle nous est complètement favorable. Il s'agit maintenant de savoir l'utiliser afin que plus rien n'arrête ce processus de mobilisation dont la force dissuasive ne saurait être sous-estimée.

L'ampleur de la crise politique en cours exacerbe un esprit de révolte, capable de nous libérer définitivement de toute dépendance. Cependant pour traverser ces temps difficiles, un peuple uni et fort est plus que jamais nécessaire, en tant que pôle essentiel et primordial de stabilité sociale. Cela n'entre pas en contradiction avec la volonté d'inscrire les revendications sociales à court terme dans le cadre d'un projet organisé à long terme visant l'instauration d'une société plus juste qui préserve la dignité, la liberté de l'homme et de la femme haïtiens, garantisse leurs droits au travail et combatte toute forme d'inégalité et d'injustice.

Nous sommes d'autant plus convaincus que les possibilités d'une telle mobilisation existent. Nous ne devons pas camoufler cette vérité. Elles existent parce que les masses populaires sont davantage conscientes des réalités qui les entourent, à un moment où la corruption abyssale du régime et la cupidité croissante de la classe dirigeante ne leur laissent aucun loisir de faire autrement que de boucler la boucle.

En dépit de nos limites et de nos faiblesses organisationnelles et malgré les désillusions, cette unité d'action avec le peuple est plus que jamais une nécessité. Ne serait-ce que par la dynamique qu'elle développerait et les effets positifs qu'elle déclencherait sur la noble cause de la lutte pour le changement.

Que la lutte continue, car la victoire est certaine ! Seules la mobilisation et la résistance contre l'empire peuvent nous garantir l'avenir ! Sont-elles excessives ces exigences dictées par le sens de l'intérêt national ? Assurément pas. En tout cas, hors d'elles, point de salut !

Il est grand temps de comprendre que l'impérialisme ne fait pas de théâtre ! Et sa persistance à vouloir nous contraindre à accepter l'inacceptable coup de force d'un deuxième tour vicié aux mains d'un d'un Conseil Électoral Provisoire décrié et rejeté, n'est autre chose qu'une menace on ne peut plus claire adressée au peuple haïtien par l'empire pour maintenir pérenne son système immoral.

Haïti, chronique d'une crise électorale (87)

Le Référendum !

Par Catherine Charlemagne

Il n'y a pas de mystère ! Selon toutes les définitions possibles, une élection est une compétition opposant plusieurs concurrents ou au minimum deux compétiteurs. Depuis la nuit des temps, cette règle d'or n'a point changé ni même évolué. En revanche, un Référendum c'est tout autre chose. Il demeure un procédé par lequel l'ensemble des citoyens d'un Etat, d'une région, d'un département, voire d'une ville quelconque est appelé à exprimer une position sur une proposition qui leur est soumise. En général, les citoyens répondent par « oui » ou par « non » pour apporter leur approbation ou pour rejeter la mesure prise ou envisagée par les autorités. Tout le contraire d'une élection, l'exercice durant lequel la population désigne par un bulletin de vote soit une personne, un groupe de personnes, voire une organisation partisane pour être ses représentants dans une assemblée ou pour occuper en son nom une fonction élective. Que le suffrage exprimé soit direct ou indirect, le résultat est le même. L'élu ou les élus exercent leur mandat au nom de la population qui les a désignés ou choisis. A l'inverse d'un référendum.

Pratiquement les résultats de tous les référendums sont connus d'avance. Exemple, l'approbation par la population de la Constitution post-Duvalier de 1987. Certes, sur certains dossiers ou sujets très controversés ou polémiques soumis à un vote référendaire, il peut y avoir des suspenses. Exemple, mariage pour tous en France non soumis au référendum. Mais très souvent le verdict suit l'opinion publique généralement établie. Très peu de surprises donc dans un référendum. Or, une élection demeure le suspense absolu. Aucune certitude ne peut être affirmée tant que les résultats ne sont pas connus. Bien entendu, comme pour le référendum, il peut arriver des cas où le scrutin est joué d'avance. Si parmi les deux ou plusieurs postulants il y a un qui dès le départ dispose d'une certaine valeur ajoutée. Un projet plus clair et mieux élaboré. Cela peut plus ou moins influencer le vote et de fait favoriser l'un des concurrents. Mais ici la règle n'est pas la norme. Et la réalité est loin d'être une vérité. Une compétition électorale, sauf la volonté manifeste et caractérisée de frauder, demeure toujours incertaine pour quel que soit le candidat, fût-il sorti des rangs du parti au pouvoir et ce quel que soit le pays.

L'on comprend pourquoi organiser des élections a toujours été un exercice délicat, sinon laborieux pour tous les régimes non démocratiques ou dictatoriaux. Plus près de nous, l'exemple des régimes des ex-Républiques bananières d'Amérique du Sud et Centrale. Pendant longtemps, les gouvernements dirigés par des généraux qu'on appelait les Caudillos faisaient référence en la matière. Les élections ont été de pure forme. Ils ne les organisaient que pour la galerie. Il n'y avait rien de démocratique encore moins de pluralisme. L'armée contrôlait tout et les Présidents civils n'étaient que des marionnettes. Nos cousins africains, depuis l'indépendance des anciennes colonies vers les années 60 jusqu'à tout récemment, suivaient l'exemple de l'Amérique latine. Soit ils n'organisaient aucun scrutin, soit ils les organisaient à leur convenance au profit de leurs partis uniques.

Les dictatures civiles se confondaient avec ceux conduits par les putschistes militaires sur ce continent qui, aujourd'hui encore, a du mal à consolider la sortie des régimes autocratiques et héréditaires. En ce qui concerne les régimes dits socialistes, communément appelés « communistes », les dirigeants se cachent derrière l'idéologie marxiste pour confisquer le pouvoir. Néanmoins, des simulacres d'élections s'organisent à des périodes bien déterminées. Etant des



Le scrutin du 24 janvier se traduirait bien évidemment par un « Plébiscite» en faveur du candidat Jovenel Moïse

Etats organisés et régis de manière formelle et institutionnelle malgré l'absence criante de démocratie, les élections en général prennent toujours des allures de référendum sans en être un. Les résultats étaient connus d'avance sans pour autant que cela perturbe le bon fonctionnement du système ou du régime et de l'organisation politique établis. Jusqu'aux années 90, les choses se passaient ainsi dans les Etats dits socialistes.

Chez nous en Haïti, sans remonter très loin, suite au scrutin ayant conduit le docteur François Duvalier à la présidence de la République d'Haïti en 1957, les choses ont pris une tournure tragi-comique pour ne pas dire dramatique. Constatant que les élections sont l'un des éléments provoquant le plus de crises politiques dans ce pays, Duvalier décida donc de couper court à cette histoire. Tout bonnement, le dictateur supprima le mot élection dans l'agenda de son régime. Bien entendu, il le faisait de manière sournoise, rusée et informelle. Il s'est arrangé d'abord pour se faire nommer Président à vie par un référendum masqué. En se conférant ce titre, il se met au-dessus de tout et par la même occasion, il devient le chef absolu. Du coup, toute formalité électorale ne devient qu'un simple amusement pour ses amis ou partisans. Les députés ne sont plus élus mais nommés par de simples scrutins transformés en référendum, vu qu'il n'y a pas de candidats de l'opposition qui existe officiellement sur le territoire.

En ce qui concerne les sénateurs, jugés qu'ils avaient trop de pouvoir, Duvalier n'allait pas avec le dos de la cuillère. Trop compliqués et trop difficiles à gérer, il les bannit purement et simplement de la République. Ainsi, chaque période d'élection et surtout à chaque fois qu'il a quelque chose à faire approuver et imposer, il convoque le peuple dans ses comices. Personne ne sait réellement s'il s'agissait d'une élection proprement dite ou d'un référendum. Sauf que pour les résultats, le pays et le monde entier les connaissent d'avance. En fait, le seul vrai référendum officiel qu'on connaît de François Duvalier demeure celui qu'il avait organisé en 1971 avant sa mort pour imposer son fils de 19 ans, Jean-Claude comme son successeur à vie. Sinon tout le reste n'était que des référendums maquillés en élection soi-disant démocratique. Depuis la chute de la dynastie des Duvalier avec l'exil en 1987 de Jean-Claude après 30 ans passés à la tête du pays à eux deux, le pays n'a connu qu'une seule élection qu'on peut qualifier de démocratique, libre et pluraliste.

C'est celle de 1990 à la suite de laquelle le jeune prêtre Jean-Bertrand Aristide fut élu démocratiquement. Et on connaît les suites. Autrement, pas un seul scrutin ayant pour but de renouveler le personnel politique de ce pays ne s'est passé correctement. Pire, la majorité des processus électoraux s'est traduite en crise politique ou post-électorale à l'exemple de ce que le pays est en train de vivre. En effet, à force de jouer à se faire peur depuis bientôt cinq ans, la peur devient bien réelle pour les acteurs engagés dans un processus que, dès le mois de mai 2014, on avait qualifié de « mort-né ». La peur est générale pas seulement pour le camp du pouvoir qui tente un sauve qui peut avec cette élection annoncée pour le 24 janvier prochain. S'il ne s'agissait pas d'une peur bleue, jamais l'exécutif, en clair le Président Michel Martelly, n'aurait laissé le Conseil Electoral Provisoire (CEP) s'aventurer sur ce chemin périlleux et dangereux qu'il a emprunté. Certes, le temps joue contre lui. Le 7 février c'estd'ici deux semaines. Il sait qu'il doit partir et il faut qu'il parte.

Ce n'est point une prise de

suite à la page(15)

Haiti : Des crises sociétales en cascades



Métédieu Lucien



La Manbo Carole Desmesmins

Par J. Ftal Piard

Ou **mèt pran yon kochon,**
benyen l byen benyen,

Abiye l byen abiye, mete bon
jan pafen sou li,
Depi l wè labou l ap plonje
ladan l…Tèt dwat.

Pwovèb Ayisyen

Les catastrophes électorales successives des 9 août et 25 octobre 2015, n'étaient une surprise pour personne par le fait qu'elles avaient été mûrement planifiées dans les caves à tractations du Core Groupe. Peu importe que le pays doive en payer les frais, inestimables d'ailleurs. Il suffit qu'elles satisfassent les lubies indécentes de l'occident. Cependant, n'importe quel naïf pouvait néanmoins subodorer les vicissitudes incessantes qu'elles pourraient engendrer ; et ce, jusqu'aux confins du pays. Ce serait avoir une perception trop erronée des velléités revendicatives des masses populaires avides de changement significatif dans leur quotidien délabré.

A celui qui sait bien observer, plusieurs indices laissaient présager que l'année 2016 allait nous réserver de désagréables surprises les unes plus surprenantes que les autres. Depuis le 1er janvier, l'annonce précoce aux Gonaïves du 2ème tour de la présidentielle en mode *adelante* pour le 17 janvier 2016 par l'actuel locataire du palais national dans son accoutrement de Miki inaugurait déjà cette série de farces aux sombres couleurs de pénibles tragédies. Faisant litière du moindre principe Miki n'a même pas attendu la conclusion du rapport de la commission d'évaluation de Desroches et de ses autres cons. *Epi sa pa di yo anyen.*

Le 2 janvier, une intervention publique de la manbo Euvonie Geurges Auguste confirmait la métamorphose de vie à trépas en définitive de cet Ati Nasyonal fraichement élu suite à cet accident de la route dont il avait été victime le 22 décembre dernier à Pierre Payen. Le Hougan Alcéna Zamor dont l'élection en catimini le 10 décembre a été fortement contestée par la frange fidèle au Ougan Saint Cloud n'a pas su attendre le 7 mars pour être intronisé. *Kè Ati a tèlman cho tou menm jan ak depite yo li gen tan travèse retounen nan ginen tèt dwat*. A défaut de cette cérémonie d'intronisation qui allait se dérouler sur la place d'arme des Gonaïves, le Ougan Zamor s'est contenté de pompeuses funérailles à Desronvilles nan Lakou Zantray.

Tandis que les parents et proches des victimes du terrible tremblement de terre du 12 janvier 2010 se préparaient à leur rendre hommage, oh oh surprise grande surprise. *Tout sa kè yo piti bwè yon ti vèvenn*. Les députés, pour la plus part contestés à raison, *kè yo tèlman cho* ont anticipé la rentrée parlementaire prévue pour le lundi 11 janvier. *Pou twò ta pa bare yo deyò,* ils ont passé une nuit blanche dans l'aire du Bicentenaire. *Malpalan di Peyi a gen lougawou se pa vre non*. Bien avant l'aube du dimanche 10 janvier 2016 ils sont rentrés par effraction à la chambre basse. *Kote yo pase* ? Nan yon fenè !.

S'étant frayé un layon exigu entre les flaques d'eau puante, et les montagnes de détritus dégageant une odeur nauséabonde, ils ont prêté serment en présence de *mouch, marengwen, bigay, vennkatrè ak plizyè lòt grenn moustik ki te vin fè jouda. Gen moun nou ka fè konfyans ki di yo te wè vètè, krab malzòrèy ak plizyè annipye ki te vin kale je yo gade*. Selon les journalistes présents, voici la teneur du serment que chacun de ces parlementaires *kè cho* ont tous fait : « ***Tonnè kraze m, mò grann mwen kase kou m mwen depite nèt al kole. Sa k pa kontan bwè pwazon*** ». Pas de commentaire !!!

Le lendemain 11 janvier, il était seulement 4 heures du matin quand une autre surprise allait assaillir le

suite à la page(18)

Non aux élections-sélections du 24 Janvier !

Par Marie Laurette Numa

Alors que le Conseil électoral Provisoire amputé de 4 membres, dont Vijonet Déméro, Représentant de la Fédération Protestante d'Haïti (FPH) et également Secrétaire général du Conseil Électoral Provisoire (CEP) ; Yolette Mingual, Ricardo Augustin et un autre en la personne de Jaccéus Joseph qui reste en poste, mais déclare son indisponibilité, pour ne pas dire son refus de participer à la mascarade du 24 janvier 2016, Martelly et ses tuteurs roulent à grande vitesse afin de mettre un nouveau président au palais le 7 février



Jude Célestin

2016 afin d'assurer la continuité du régime et sauvegarder les intérêts des grandes puissances

Dans une conférence de presse, le lundi 18 janvier, Jovenel Moïse, le candidat à la présidence du Parti haïtien Tèt Kale (PHTK) a renouvelé son engagement à participer aux élections prévues pour le 24 janvier par le Conseil électoral provisoire (CEP). Tandis que son rival Jude Célestin a déclaré dans un communiqué que « participer au second tour de la présidentielle, le 24 janvier, avec ce Conseil électoral est une faute grave » pour ajouter ensuite « Ils seront seuls dans leur mascarade électorale. Quiconque prend part aux élections prévues par le CEP sera considéré comme un traitre à la nation »

Pour Martelly « Les élections se tiendront irrémédiablement le 24 janvier », c'est ce qu'il a déclaré à la cérémonie de lancement à Karibe Hôtel de la 21e Réunion ordinaire du Conseil des ministres de l'Association des Etats de la Caraïbe (AEC).

Alors qu'est-ce qui va arriver ? Quand bien avant Célestin, le peuple à travers les rues avait dit Non aux élections-sélections en exigeant un arrêt total du processus électoral. Il continue encore à le dire à travers deux manifestations massives de plusieurs milliers d'opposants les 18 et 19 janvier 2016. Les manifestants ont lancé des slogans hostiles au pouvoir particulièrement au président Martelly, Evans Paul, à



Le Président du Sénat Jocelerme Privert

Opont, président du Conseil Electoral Provisoire (CEP) et aux diplomates de la communauté internationale regroupés au sein du CORE Group. Le peuple les accuse de vouloir perpétrer « un coup d'Etat électoral par la mascarade du 24 janvier 2016. »

Pour remédier à cette situation, le sénat a pris position. Ainsi, sous la direction des sénateurs Ricar Pierre (Pitit Desalin) et Francisco De Lacruz (OPL), un groupe de sénateurs a préparé une résolution pour demander au Conseil électoral provisoire (CEP) de stopper immédiatement le processus électoral qui risque de déboucher sur un bain de sang dans le pays. En une proposition de résolution de trois articles, les parlementaires enjoignent le Conseil électoral provisoire (CEP) à suspendre toute continuation du processus électoral pour cause de violation des articles 30 à 33 et 138.1 du décret électoral et à renoncer toutes affaires cessantes à la programmation des élections présidentielles et législatives prévues pour le 24 janvier 2016. Les sénateurs ont décidé également de mettre en place une commission sénatoriale d'enquête sur les différentes allégations d'irrégularités graves, de fraudes ainsi que les dénonciations de corruption au niveau des instances contentieuses du CEP.

Ce projet du sénat ne va pas t-il ouvrir un bras de fer entre les sénateurs et l'exécutif ; vu que les parlementaires demandent que leur résolution soit publiée dans le Moniteur ! Verra-t-on Martelly et l'ambassade américaine se plier à cette décision du Senat ?

Par ailleurs, une autre proposition de sortir de crise a été envoyée au Parlement et à l'Exécutif demandant également le report des élections au 6 mars et l'installation du président au 29 mars, jour anniversaire de la Constitution. Cette proposition selon des rumeurs émanerait de l'Eglise Catholique, plus particulièrement du Cardinal Langlois. Nous la publions dans son intégralité :

Proposition pour une Sortie de Crise :

Le Président de la république SEM Michel J. Martelly signe un accord avec le Sénat et la Chambre des Députés. Cet accord prévoit :

Le report du 2e tour des Présidentielles prévues pour le 24 janvier 2016

Le choix d'un Premier Ministre de consensus en accord avec le Sénat et la Chambre des Députés et la NON OBJECTION des candidats à la Présidence Jude Célestin et Jovenel Moise. Le Premier Ministre offre un profil de rassembleur et doit être une personnalité pouvant planer au dessus de la mêlée et mettre ses talents de rassembleur au service de la nation pour une période de temps limitée.



Le Président de la Chambre des Députés Cholzer Chancy

L'organisation du 2e tour des élections au dimanche 6 Mars 2016

La prestation de serment du nouveau Président élu le 29 Mars 2016

Dans le cadre de cet accord, Le Président de la République s'engage à jouer le rôle que lui attribue la Constitution en donnant les coudées franches au Premier Ministre qui bénéficiera ainsi de la latitude de gouverner en toute liberté.

Le Président de la République s'engage à ne pas participer à la campagne Présidentielle et garde une posture neutre lui permettant d'être le Président de tous les Haïtiens.

Le replâtrage du Conseil Electoral Provisoire. Les différents secteurs s'engagent à envoyer leurs représentants pour compléter le CEP dont la mission est d'implémenter les recommandations de la Commission Electorale Indépendante relative au changement de la structure de l'appareil du CEP.

Le Président du Sénat Jocelerme Privert et le Président de la Chambre des Députés Cholzer Chancy signeront pour le Sénat et la Chambre des Députés. Toutefois, afin de garantir une légitimité Parlementaire totale à l'accord, puisque l'Assemblée Nationale n'a pas encore eu lieu [1] et que les blocs Parlementaires en formation ne sont pas encore inscrits, les leaders des deux GROUPES ayant récemment participé aux élections pour la formation des bureaux au Sénat et à la Chambre basse parapheront le document soit le Sénateur Youri Latortue et le Député Jerry Tardieu. Cette formule offre l'assurance d'un accord inclusif en ce sens qu'il tient ainsi compte de la configuration générale du Parlement toutes tendances confondues.

7 février 2016 : Martelly doit partir !

Par Yves Pierre-Louis

Après 5 ans de règne du régime tètkale-kaletèt du néo duvaliériste, Michel Joseph Martelly, supporté par une grande partie de la classe dirigeante et de la communauté internationale, la passation du pouvoir n'aura pas eu lieu, semble-t-il, de façon démocratique et pacifique. Les élections qui devaient être un moyen démocratique pour remplacer le personnel politique sont largement transformées en un vaste marché où règne la loi de l'offre et de la demande. La Constitution et le décret *électoral de mars 2015 ont été mis à l'écart* pour être remplacés par le diktat du Core Group et du Département d'Etat des Etats-Unis.

Malgré l'augmentation vertigineuse des émoluments des conseillers électoraux en terme de récompense pour l'accomplissement des magouilles bien réalisées le 9 aout 2015, de 124 mille à 240 mille gourdes par mois, plus 150 mille gourdes par mois comme frais, totalisant 390 mille gourdes par mois, des conseillers du secteur religieux sont obligés de jeter l'éponge sous les pressions populaires et les dénonciations de corruption de part et d'autre. Les conseillers qui restent au CEP croupion d'Opont ont fait un choix de privilégier la corruption au détriment de leur dignité. Depuis octobre 2015, chaque conseiller reçoit plus de 390 mille gourdes du pouvoir tètkale pour imposer le poulain de Martelly, son gérant de banane, disent plus d'un, comme président. Tandis que le peuple haïtien dans sa plus grande majorité et dans différentes formes de manifestation s'oppose catégoriquement *à ce projet.*

L'opération maffieuse est fixée pour le dimanche 24 janvier 2016 avec un soi-disant candidat unique, celui du pouvoir. Le candidat adverse, en l'occurrence, Jude Célestin s'est désisté catégoriquement. Il ne veut pas participer à ce qu'il appelle: *«une sélection en vue d'introniser un prince.»*

C'est dans ce contexte que des parlementaires mal élus (PME) se sont empressés de valider leur mandat en dehors des normes constitutionnelles, le dimanche 10 janvier 2016, un jour avant la date fixée par la Constitution pour la rentrée en fonction, soit le deuxième lundi de janvier en Assemblée nationale. Tant que l'Assemblée nationale n'aura pas lieu, selon l'article 92.2 et 98.1 de la Constitution, la 50e Législature ayant en toute vraisemblance des députés en panne de légitimité ne peut rentrer en fonction.



Michel Martelly

Le sénat, de son côté, avec des sénateurs mal élus *également,* montre un bureau composé uniquement d'individus *à majorité* de l'Opposition, à savoir : Jocelerme Privert, président ; Ronald Larèche, vice-président ; Lucas Saint-Vil, premier secrétaire ; Stevens Benoit, deuxième secrétaire et Carlos Lebon questeur. Pour le moment, paraît-il, l'Assemblée nationale n'intéresse pas les pères conscrits, ils préfèreraient s'adresser au CEP pour lui faire injonction de stopper le processus électoral, truffé de fraudes massives et de mettre sur pied une commission de vérification indépendante capable de faire la lumière, une fois pour toute, sur ce qui s'est passé le 9 août et le 25 octobre au centre de tabulation.

Entre temps, l'échéance constitutionnelle du mandat présidentiel touche à sa fin le 7 février 2016, sans aucun président *élu* démocratiquement. Dans cas précis non prévu par la Constitution, il n'y aura pas de vacance présidentielle, il y aura sans doute un vide présidentiel. Alors comment combler ce vide ? On dit souvent : « La nature a horreur du vide. » Il faut le combler, il n'y aura pas d'autre choix que de mettre en place un pouvoir de transition pouvant combler ce vide. En ce sens, des propositions ont été déjà soumises à l'opinion publique. L'Opposition doit s'arranger pour éviter la mainmise de l'International sur les affaires internes du pays. Le peuple haïtien est resté toujours mobilisé, et aujourd'hui encore il est descendu dans les rues par milliers pour faire échec au coup d'Etat électoral du 24 janvier prochain. Il ne veut pas obéir aux diktats des colons et de leurs collabos d'ici et d'ailleurs. Il se prépare en tout état de cause pour un véritable *dechoukay*, si toutefois le pouvoir tètkale persiste dans son projet macabre de se perpétuer au pouvoir. De gré ou de force, Martelly doit partir le 7 février.

Mon vieux, prends ton sang…

Par Fanfan la Tulipe

« C'est de l'enfer des pauvres qu'est fait le paradis des riches»
Victor Hugo

Ah la misère! La misère humaine, la déchéance humaine, l'avilissement du plus grand nombre par un petit nombre, la dégradation humaine, la dégradation des conditions de vie, la dégradation de l'environnement, la dégradation de la qualité de la vie, la paupérisation croissante des démunis, l'entassement dans de sordides bicoques d'un plus grand nombre de sans-logis dans les bidonvilles et favelas de Manille, Port-au-Prince, Rio de Janeiro, la mort violente réservée aux enfants des *barrios* pauvres de Lima, la mort à petit feu des paysans de l'Altiplano bolivien, le ratissage de hameaux indigènes au Guatemala par des bandes de *sin mamá* (*sanmanman*) à la solde de l'extrême-droite, il paraît que tout ce bavardage, ce verbiage, t'émeut, mon vieux. Volontiers tu ferais bavarder les fusils de colère tellement tu te sens révolté. Je te comprends. Mais patience mon ami, *take it easy*, prends ton sang, mon vieux, *pran san w*.

Imagine un peu, fais travailler tes méninges : si toute cette misère humaine n'existait plus, que se mettraient-ils sous la dent, enfin, sous la plume, les journalistes occidentaux avides de sensationnel, d'émotionnel, de reportages décrivant goulûment les enfants faméliques du désert sahélien ou de la Somalie. Qu'écriraient-ils ? Que montreraient-ils à la télé, s'il n'y avait pas toutes ces horreurs à étaler aux yeux d'un public friand de *breaking news*? Tu ne veux quand même pas jeter au chômage la plus grande partie de la presse occidentale, les journalistes du Figaro ou du New York Times, les reporters de la chaîne ABC ou CNN, les photographes du National Geographic Magazine.

Non, un peu de convenance, de décence, d'élégance, un peu de conscience, mon ami; laisse vivre l'Occident pour que ne se dégradent pas ses conditions de vie, pour qu'elle continue de promouvoir la charité bien distribuée par les organisations de bienfaisance à but non lucratif, même si tout l'argent doit retourner dans les poches des pays donateurs. *Bay loksidan yon chans*, mon ami. Ne te tourmente pas, ne t'énerve pas, ne t'irrite pas, ne t'indigne pas, prends ton sang, mon vieux, *pran san w*.

T'imagines-tu priver les touristes des Etats-Unis, du Canada et de l'Europe du pathétique spectacle des femmes africaines, haïtiennes ou péruviennes marchant des kilomètres, en file indienne, pour aller chercher l'eau *kay gwo mouche* ? Il n'y aura plus moyen de photographier ce paysan armé de sa houe, courbé sous le poids de sa misère, pieds nus dans la boue des terres du grandon et plantant le maïs pour les *gwo batiman* ; ce paysan qui n'a pas le droit de dire *kouman* parce que *li rete ap koukouman*. Oublies-tu ces gosses «*pêchant au pied des quais / la pièce d'or de l'étranger*», ces gamins noirs aux yeux pleins d'envie de vivre attendant la main blanche attendrie par leur misère, la main du touriste ému qui leur tendra de quoi se payer un *pate kòde*. Ce sont ces images-là qui émeuvent, apitoient, attendrissent, affectent, bouleversent l'Occident et qui amèneront d'autres touristes à venir faire d'autres photos, donner d'autres *vennsenk kòb* pour que d'autres gosses de Cité Soleil puissent apaiser leur faim. Alors, es-tu contre la charité chrétienne, mon ami ? *Pran san w, monchè*.

Pour être honnête, je dois dire que si tu continues ainsi à t'émouvoir et souhaiter que disparaissent les inégalités tu priverais les artistes et poètes progressistes locaux de leur inspiration. Tu t'imagines ? Ce serait une catastrophe. *Jan doktè Fanfan renmen chante*, il se dessécherait au jour le jour s'il ne pouvait plus puiser au répertoire de Manno Charlemagne : «*malere tout fòs li se manchèt se pikwa se latè, ki sa l pral chèche nan lapriyè* ?», ou bien : « *sa k enmni n se sa k ap kraze n pou n ka viv san limanite nan oun sosyete ki dwe chanje*». Prends ton sang, mon vieux, ne plains plus la misère des autres ; surtout ne dénonce rien, autrement il n'y aura plus d'inspiration pour nos sambas, pour nos *konpòz*. Et moi qui vis bien, bien porté par le bon air de l'Occident, je ne pourrai plus m'enivrer de la prose de Galeano, des beaux poèmes de Neruda, de Paul Laraque qui dénoncent la misère de cette humanité toujours sous la table, *anba tab la. Kite m viv*, camarade. Donne-moi une chance, prends ton sang, mon vieux.

Qu'adviendrait-il des cameramen de CNN, de NBC s'ils ne peuvent plus montrer en direct les bidonvilles de Ciudad Panamá sous le feu des chasseurs-bombardiers américains pilonnant le quartier pauvre d'El Chorrillo, les corps d'hommes et de femmes à Cité Soleil, défigurés par les coups de machettes des maniaques aux bracelets roses, les gros ventres luisants des petits Rwandais victimes d'un système prédateur et meurtrier hier encouragé par la complicité de Paris, les cheveux roux et cassants de gamins soudanais rongés par le kwashiorkor, la détresse infinie dans les yeux de fillettes et adolescentes charriées des confins montagneux du Népal pour être livrées comme prostituées dans des hôtels de Bangkok ?

Dis-moi, mon vieux, qu'adviendra-t-il de ces cameramen s'ils n'ont plus rien à montrer à leurs téléspectateurs avides de *newsbreak*, de flash, de nouvelles dures à contempler entre deux hamburgers et deux bières Heineken ? Non, faut pas faire ça à CNN, à Wolf Blitzer et autres présentateurs qui ont besoin de sensations fortes pour commencer leurs émissions, alimenter les exclusivités (les *scoops*) et finir leur journée en beauté ? Prends ton sang, mon vieux.

Allons-nous oublier les politiciens *sankoutcha* ? Allons-nous les priver de cette mine d'or qu'est la misère des laissés-pour-compte, misère qui leur permet d'étaler leurs fausses promesses, leurs mauvaises consciences, leurs hypocrites sursauts de conscience ? Plus il y aura de miséreux, plus il y aura d'occasions pour les représentants de la société civile, les porte-parole de partis politiques constipés, les candidats diarrhéiques, de pleurer leurs larmes de crocodiles, de donner libre cours à leurs pets de lapin et de *kabrit Tomazo*. Plus il y aura de gens sous la table, plus il y aura de faux serments, faux jetons, fausses assurances, fausse candeur, fausses promesses, faux intellectuels en faux-col, fausses dents *ak tout kras manti ladan yo*, faux monnayeurs, faux démocrates, faux patriotes, faux frères, faux airs, faussaires, *foskouch makak*.

Et puis, *fò m di ou*, si les antagonismes de classe, de couleur, de quartiers disparaissaient; s'il n'y avait plus de grande bourgeoisie, moyenne bourgeoisie, petite bourgeoisie et *pitit boujwazi* pour maintenir les rapports de classe dans l'état vermoulu où ils sont actuellement, pour perpétuer la misère; s'il n'y avait plus de grandons, petits dons, dindons, dindonneaux et autre *kodenn* grands propriétaires terriens pour maintenir le système de moitié en vie; si le grand capital n'entretenait plus son image des sept péchés capitaux *k ap toupizi malere*, comment pourrions-nous nous laisser aller aux considérations théoriques, pratiques, analytiques, synthétiques, dialectiques, didactiques, maïeutiques, critiques, philosophiques, idéologiques ? C'est la vie même du journaliste, de l'écrivain Comment pourrions-nous nous étaler sur vingt pages de journal, saisir la réalité de la conjoncture sous toutes ses coutures, courbures, cambrures et enselures, pour lui tordre le cou, pou *toufe l ak yon kòd verite* ? Dis-moi camarade, pourquoi persister dans ton approche humaniste surtout si elle a un parfum nationaliste, socialiste, marxiste, léniniste, trotskyste, titiste, maoïste, castriste, guévariste, bref, communiste ? Laisse faire pour que nous ayons la possibilité de mieux pénétrer, sonder, explorer, sillonner, dépecer, disséquer, percer les différentes propositions de la gauche dont certains quartiers sont passés à la droite et d'autres carrément en proie à des lubies *dwategòch*. Donne aux intellectuels une chance de s'exhiber dans les pages d'un journal et de se faire une notoriété. Ça raffermit les zizis sénescents, vieillissants, déclinants, décadents, dégénérescents. Prends ton sang, mon vieux, *pran san w*.

Je plaisantais, mon vieux, comme tu dois t'en être rendu compte. Tu sais, des fois je me lâche, juste pour me détendre, parce que tourner en dérision cette société malade me fait du bien, relâche les tensions internes. Tu comprends. Mais laisse-moi te dire aussi, mon vieux, pendant que journalistes, analystes, annalistes, éditorialistes, feuilletonistes, courriéristes, moralistes, artistes, inspirationnistes, et autres puisent à la source même de la misère humaine, tandis que continue de tourner la roue du statu quo, pendant que je te conseille de prendre ton sang, fais quand même attention, car le peuple, lui, porté par la vision et le patriotisme d'un leadership conséquent, finira un jour par prendre son fusil parce qu'on lui a suffisamment pris son sang comme ça. Ne dis pas que je ne t'avais pas averti. Je n'en dirai pas plus.

16 janvier 2016

L'accord sera également paraphé par M. Jovenel Moise et M. Jude Célestin en qualité de candidats à la présidence qualifiés pour le second tour.

NB : Le maintien des législatives le 24 Janvier 2016 doit faire l'objet d'une analyse de faisabilité politique et économique

Port-au-Prince, le 18 janvier 2016.

Note

[1] Si l'assemblée nationale a lieu, les présidents des blocs constitués au niveau des deux chambres signeront l'accord afin de lui octroyer une légitimité encore plus grande.

Janmdebwa

Gade mache Janmdebwa
Kòl nan gagann li se flip flap
Wa di drapo k ap flote anlè tèt masuife
Gad degenn yon jandam an pèmi

Ti grandèt dyòl pandye
Sou de ran
Je yo pòtre boul bika
K ap titile bò wonn

Kostim Konpè Kòk
Anwo do Janmdebwa
Li trase pa, kwaze lèuit
Li danse pòlka

Li vole janbe disèt wotè
Lanmè pou li se yon plamen
Sa pou li fè bòt desanlye
Sa se bèbèl nan lamwa Konpè Chat

Janmdebwa fè kous ak bwafouye
Sèpantye ba l bwè dlo nan kiyè
Bwapiwo fè piwèt
Al pran jòf dèyè mòn

O o ! nan fè laviwonn
Kouri pasipala
Janmdebwa tonbe
Sou bouda

Guy-Gérald Ménard

Soufrans pa m

Gwo nèg save yo di: gwo soufrans yo bèbè,
Mwen regrèt sa pou yo, pa m nan pale monfrè.
Li pale nan de je m, li sitèlman pale
Ke l plen yo ak bave, se sa k fè yo mouye
Malgre l pa fè lapli…li pale nan tout kè m
Li fè l bat kou tanbou an Afrik kote frè m
Ap voye vye nouvèl bay zanmi kip a la.
Li fè l pran kadanse : toutoumta toutoumta
S ou konn chwal k ap pote kavalye ki prese.
Li pale nan vant mwen, li fè trip mwen kòde
San mwen pa janm malad. Li pale nan de pye m
Li fè yo tranble, fè y opa ka pote m.
Gwo nèg save yo di : gwo soufrans yo bèbè
Mwen regrèt sa pou yo, pa m nan pale monfrè.

Jacques Pelletier

Pierre Louis Opont, Nèg ranyon

Opont
Se yon pongongon.
Li danjere kon pwazon
Rat; e li mòde di menm jan ak eskòpyon.
Nan vòlè vòt, se yon chanpyon.
Nan pran kòb anba tab, se li ki bay ton.
Se youn nonm ki maton
Nan fè magouy; tankou kameleyon,
Li chanje koulè. Pwiske l se yon vakabon,
Bay manti dous nan fèy bèk li kon
Yon sirèt, yon rapadou osnon
Yon moso bonbon.
Pierre Louis Opont
Ouvè, fèmen menm jan ak akòdeyon.
Li toujou ap souse yon gòm ak yon kreyon
Pou satiyèt chif yo nan Sant Tribilasyon
An, yon mannyè pou kandida koupyon
Ka pase nan eleksyon-seleksyon.
Tonnèr! Pierre Louis Opont
Se yon espesimenn ki gen yon
figi makawon
Ak yon djòl long tankou kochon
Mawon.
Li kwè youn jou Blan yo ap mete l
nan panteon
L'ONI tèlman l sèvi yo de ranyon.
Chak swa Opont
Oblije ap gade zotèy li ak plafon
Kay li paske Ti Mari pa bay li melon
Ankò. Nèg nan di! Li panse chans li fè fon
Paske lontan melon an te konn sèvi l lagon
Pou l penpennen e menm fè rebon.
Nou pa kwè sandriyon
Sa gen bon po bouch pou bwè
bouyon Cho sila.
Nou santi menm gwo toubiyon
Ki te pote ale Rochanbo, Napoléon
Elatriye, li prèt pou charye Pierre
Louis Opont
Tou_ vle pa vle_ "le ou la façon".

Rejinal Soufran

(NY 16 janvye 2016)

Lite pou n lite

Lite pou n lite mezanmi
San sa mizè nou pa p fini
Si n gen linyon n a kraze lenmi
N a bati yon lòt Ayiti

Ane vini ane ale
Men kounye la a tout bagay chanje
Jou va jou vyen yon jou l a libere
Si n vle met tèt ansanm fòk nou reyalize

Lite pou n lite mezanmi
San sa mizè nou pa p fini
Si n gen linyon n a kraze lenmi
N a bati yon lòt Ayiti

Nou gen lontan n ape soufri
Anpil lan nou pèdi lavi
Se pou nou tout fè gaye nouvèl la
Si n vle met tèt ansanm fòk nou reyalize

Lite pou n lite mezanmi
San sa mizè nou pa p fini
Si n gen linyon n a kraze lenmi
N a bati yon lòt Ayiti

Ane rive ane ale
Anpil lespwa fè n pran kouraj
Jou va jou vyen yon jou l a libere
Si n vle met tèt ansanm fòk nou reyalize

Lite pou n lite mezanmi
San sa mizè nou pa p fini
Si n gen linyon n a kraze lenmi
N a bati yon lòt Ayiti

Grenn Banbou

Chan vyenvyen

Anakawona ! Anakawona !

Lespay charye kwa madoulè
anflajele tè d Ayiti
rosiyòl sispann prete vwa w
al fè parad nan pye gwayav

Lò miwaze bay fèy lan bwa frison
lennmi do ba pèlen pa lwen
renn Zaragwa nègès vanyan
lalam sonnen aya bonmbe

Anakawona ! Anakawona !

Kolon biske anba feray
twoke zemès pou dlo benit
onondipè ononfizi
bòt trayizon met pye sou kou w

Anakawona ! Anakawona !

Kasika sou wout debandad
Gwakanagarik koule ba
Kotibanama Gwaryonèks
Kawonabo nan fon govi

Lapè lajwa bat lakanpany
kite dèyè teren maleng
sou kwa malè kote ou pandye
melodi damou tankou dra sou tèt nou

Anakawona ! Anakawona !

Guy-Gérald Ménard

Ayiti demen

Lè l a libere Ayiti va bèl o, wa tande
Wa tande koze
Lè l a libere Ayiti va bèl o, wa tande
Ala on ti peyi mache o, wa tande

Nou kapab pèdi moun nou kab pèdi batay
Men pèdi Ayiti se yon lòt bagay
Nenpòt lè san yon patriyòt koule
Va genyen yon douzèn lòt ki pou kanpe

Lit la di anpil e l ka dire lontan
Men de jou an jou l ape vanse
Moman difisil ape tann nou pi devan
Men nou p ape janm dekouraje

Nou konn Ayiti a vin yon bon peyi
Kote avni pèp la asire
Kote sa k plante se li ki rekòlte
Kote sa ki swe se li k poze

Lè l a libere Ayiti va bèl o, wa tande
Wa tande koze
Lè l a libere Ayiti va bèl o, wa tande
Ala on ti peyi mache o, wa tande

Lè sa a fanm yo va gen choublak nan cheve
Gason yo va gen mouchwa wouj mare
Nan lari tout timoun ape chante
Granmoun yo menm va di men jou a rive

Menm jan pye joumou pa janm donnen kalbas
Laparès pa donnen laviktwa
Yon sèl gout lapli pa ka fè lavalas
San on kretyen vivan pa koupe bwa

Men nou pa kapab rete de bra kwaze
Si nou vle jou sa a rive vreman
Yo pa janm fè pèp kado libète
Libète se pou pèp ki vanyan

Lè l a libere Ayiti va bèl o, wa tande
Wa tande koze
Lè l a libere Ayiti va bèl o, wa tande
Ala on ti peyi mache o, wa tande

Solèy Leve

Yon viris ki rele Zika atake peyi a



Se yon moustik ki bay maladi Zika a tou

Apre kolera, Chikoungouya kounyea se Zika ki met lapat sou pèp la. Zika a se yon viris ki chita nan karayib la ak Amerik latin lan. Men nan ki peyi ou kapab jwenn li jounen jodia, peyi tankou Ayiti, Kolonbi, Brezil, Ekwatè, Paragwe, Venezyela, Guadloup, Onndiras, Pòtoriko, Meksik, Salvadò, Sirinam, Matinik, Senmaten ak Gwatemala.

Menmjan ak Chikoungouya epi deng, zika se yon moustik ki bay maladi a tou. Malgre li poko janm touye okenn moun sou latè, men otorite medikal Ayisyen yo mande popilasyon an pou l pran anpil prekosyon. Fò k nou elimine dlo santi ak fatra pa rete prè yo. Epi depi nou ta santi yon ti lafyèv, tèt fèmal, doulè nan zo, pa rete gade kouri kay doktè.

Haïti : entre effondrement étatique et déliquescence sociétale !





Par Louino Volcy

Les épiphénomènes qui font la une de l'actualité sociopolitique haïtienne peuvent être considérés comme l'arbre qui cache la forêt d'un ensemble d'éléments aussi complexes que structurels. Ils invitent à une réflexion approfondie et suscitent des préoccupations majeures. Au delà du sensationnel et du superficiel, au delà des écumes de l'actualité de tous les jours, il semble y avoir péril en la demeure et il faut agir avec le sens de l'urgence en vue d'éviter le pire. Si en 2006 Jared Diamond s'est intéressé à expliquer l'effondrement des sociétés en analysant les facteurs présidant à leur survie ou à leur disparition, nous croyons qu'il est une nécessité inouïe voire un impératif catégorique de tirer les sonnettes d'alarme de manière à ce que les attentions puissent être dirigées vers la pendule nationale qui est à l'heure de l'effondrement étatique et de la déliquescence sociétale.

En effet, 212 ans après son indépendance et 30 ans après la chute de la dictature des Duvalier, Haïti, en proie à une pleine décadence, a accompli des pas de géants dans sa dynamique de recul. Comme un chancre, l'on constate la généralisation d'une situation d'affaissement dans toutes les sphères de la société. Le pays vit dans une phase de décomposition avancée. Tout se dégénère dans le contexte terrifiant de la complexification des dynamiques politiques, sociales et économiques. Dans cet ordre d'idées, nous tenterons dans le cadre de ce propos, de présenter, sans prétendre à l'exhaustivité, certains indicateurs de l'effondrement étatique et de la déliquescence sociétale de la première République noire et indépendante du monde et le pays le plus appauvri des Amériques et de l'hémisphère occidentale.

Cela précisé, il est fondamental de souligner que l'effondrement étatique et la déliquescence sociétale en Haïti peuvent limitativement être illustrés, à notre humble avis, par les indicateurs suivants : crise de citoyenneté, crise de leadership, crise institutionnelle, crise politique et socio-économique et crise environnementale.

1- Crise de citoyenneté

La citoyenneté est définie comme l'état ou la qualité d'être citoyen. Si du point de vue juridique la citoyenneté désigne l'ensemble des conditions légales permettant aux individus de jouir un ensemble de droits et d'accomplir un ensemble d'obligations, politiquement elle est entendue comme la manifestation du statut de citoyen, c'est-à-dire la participation à la vie civile et politique et au fonctionnement de la société. En outre, d'un point de vue psychologique, la citoyenneté est conçue comme un état d'esprit. C'est le fait de manifester son amour pour la Patrie. C'est le fait d'avoir conscience de respecter les lois de la République. C'est se sentir vibré quand le pays se désagrège. Dans ce cas, le citoyen est celui qui fait du respect de la loi son premier devoir. C'est celui qui s'implique dans l'organisation de la collectivité, qui cultive la loyauté, qui participe de manière significative à l'organisation de l'Etat et qui manifeste son sentiment d'appartenance pour le pays. De plus, la citoyenneté a une dimension humaniste qui implique la culture d'un ensemble de certaines valeurs comme l'entraide, la solidarité, la concorde, le vivre-ensemble, la coopération, etc. Donc, le citoyen, dans une posture humaniste, c'est quelqu'un qui est solidaire, qui cultive l'entregent, qui vole sans cesse au chevet des autres et qui est prêt à coopérer avec autrui.

Ce décor définitionnel planté, il importe de souligner qu'il existe un paradoxe frappant entre la réalité et les normes. Le pays est en butte à une grave crise de citoyenneté qui se manifeste par des comportements et des pratiques qui témoignent de l'effondrement de l'Etat et de la dégénérescence de la société. Les droits fondamentaux de la personne humaine qui ont été solennellement proclamés par la constitution de 1987 sont systématiquement bafoués alors que les citoyens se montrent peu respectueux de leurs devoirs. Les valeurs citoyennes sont effritées. C'est le règne de l'immoralité absolue. La constitution et la loi se désacralisent. L'irrespect des principes devient la norme. Versés dans un individualisme desséchant, démesuré, les haïtiens n'ont plus de confiance dans l'avenir du pays. Cette crise de confiance se manifeste quotidiennement entre les citoyens. Personne ne se fie à personne et les initiatives collectives n'aboutissent que rarement. Les haïtiens deviennent de plus en plus hypocrites et sont enclins à détruire, par des propos mensongers, l'image des dernières personnalités jouissant d'une certaine crédibilité au niveau de la société.

La faible participation aux dernières joutes électorales est le signe le plus probant de l'exacerbation de la crise de la citoyenneté. Les citoyens, dans une très large majorité, affichent très peu d'intérêt au fonctionnement de la vie politique du pays. Dans une posture psychologique, il convient de dire que les haïtiens ont cessé d'être patriotes. Il y a une crise de conscience dans le pays et la conscience citoyenne y est à son plus bas niveau. L'honnêteté devient une exception et non la règle. Le sentiment d'appartenance à la Patrie commune et à une communauté de destins s'évapore au jour le jour. L'intérêt collectif est sans cesse banalisé. Dans un autre registre, il importe de mentionner que les citoyens deviennent de plus en plus égoïstes et donc, non solidaires. En ne supportant pas les idées contraires, ils affichent limpidement leur niveau élevé d'intolérance. Cette attitude ne fait que mettre à nues la décrépitude d'une société et la désarticulation d'un Etat qui confrontent également à une grave crise de leadership.

2- Crise de leadership

Le leadership est la capacité d'influencer des personnes de façon à ce qu'elles puissent exécuter, dans un cadre de confiance mutuelle et de motivation, des taches sans contrainte en vue d'atteindre des objectifs communs. Il est le résultat d'une dynamique qui existe au sein des membres d'une équipe. Il est donc réparti entre les différents membres, en fonction de leurs aptitudes, leurs motivations et leurs actions et ce, à différents moments au cours du déroulement d'un projet. C'est une relation de confiance temporaire et réciproque qui se manifeste par sa capacité à fédérer et à mobiliser les énergies autour d'une action collective. Etre leader, c'est une reconnaissance et non un statut. Le leader est un visionnaire, un agent de changement, médiateur, un communicateur et un innovateur. C'est quelqu'un qui est honnête, intègre, responsable, transcendé, et ouvert. C'est une personne qui a une culture d'écoute et de transparence et qui sait comment utiliser son autorité d'une manière appropriée.

Si Jhon C. Maxwell a dit que la réussite ou l'échec d'un pays repose sur le leadership, ce facteur ne saurait ne pas être pris en compte dans l'effondrement étatique et la déliquescence sociétale en Haïti. Le pays fait face à une grave crise de leadership. Elle se manifeste par l'absence des hommes de grande stature, de véritables colosses qui sont à même d'imprimer une certaine directive salvatrice à la nation. Haïti accuse un déficit de grands visionnaires. Le pays dont l'indépendance fut l'œuvre de grands leaders comme Dessalines, Pétion, Christophe est

suite à la page(16)

Regroupement des Haïtiens à Montréal contre l'occupation d'Haïti (RE.H.MON.CO)

Le Regroupement des Haïtiens à Montréal contre l'occupation d'Haïti (RE.H.MON.CO) dénonce les élections frauduleuses du 9 aout et du 25 octobre 2015 et condamne le comportement irresponsable du Conseil Électoral Provisoire (CEP) qui projette d'organiser une nouvelle farce le 24 janvier 2016 pour introniser le poulain du parti au pouvoir. Ces agissements antidémocratiques sont encouragés par les prétendus pays amis d'Haïti, notamment le Canada, la France et les États-Unis, regroupés dans la structure communément appelée Core Groupe.

Le (RE.H.MON.CO) tient aussi à souligner que, dans le but de maintenir l'occupation du pays, des secteurs réactionnaires, aussi bien locaux qu'internationaux, ont pratiquement pris en otage le processus d'alternance politique dans le pays. Sous couvert d'élections, ils font tout pour brader les véritables luttes revendicatives de la population. Ces élections sont, dans les faits, de véritables spectacles pour endormir le peuple, où tous débats autour des problèmes structurels de la population haïtienne sont systématiquement exclus. Ces «compétitions» (dont les gagnants sont choisis d'avance par les tuteurs internationaux) financées à coup de millions de dollars américains n'ont jamais permis d'aborder, ne serait-ce de façon superficielle, les problématiques liées aux conditions de travail des ouvriers, au salaire minimum, au logement social, à la réforme agraire, au dumping des produits étrangers sur le marché local, à l'accès à l'eau potable, à l'assurance santé, etc., des éléments qui constituent, pourtant, les problèmes fondamentaux auxquels toute la population du pays fait face quotidiennement.

Il est grand temps pour les véritables patriotes, ceux et celles qui luttent pour une nouvelle Haïti, de se demander à quoi servent ces élections, à quoi servent ces mascarades qu'on nous sert périodiquement sur un plateau d'argent, en nous demandant de fermer les yeux et d'imaginer un avenir radieux grâce aux «élections démocratiques». Il est grand temps d'ouvrir les yeux et de voir ces élections pour ce qu'elles sont : une arme de mystification aux mains de la «communauté internationale» et ses courtiers locaux pour contrecarrer les véritables luttes de revendications du peuple.

Car il s'agit bien de cela: bloquer les véritables luttes revendicatives du peuple haïtien, susceptibles d'amener à des changements profonds dans les conditions de vie de la majorité de la population. Dans l'histoire des peuples, les transformations sociales et économiques sont toujours les résultats de grandes luttes populaires continues et organisées. Les pays «amis» d'Haïti (disons le vrai mot : l'impérialisme) le savent parfaitement ainsi que leurs laquais locaux. C'est pourquoi ils utilisent tous les moyens pour détourner l'attention des classes travailleuses de leurs véritables revendications sociales, économiques et politiques. Et les élections font partie de ces moyens!

En exigeant l'annulation de la mascarade électorale et l'arrestation des membres du CEP, le (RE.H.MON.CO) encourage les classes défavorisées, les chômeurs, les organisations progressistes en Haïti à continuer les luttes sur les bases des véritables revendications sociales, politiques et économiques. À l'heure actuelle, où notre pays expire lentement sous le poids de la terreur, de la misère abjecte, de la plus brutale exploitation économique, du pillage de ses ressources naturelles, il est devenu primordial de rejeter et de dénoncer toutes élections-bidons. Notre avenir dépend plus que jamais des luttes des organisations populaires. La clé du changement dépend uniquement de ces organisations à imposer leurs revendications.

À bas l'occupation!
Vive la lutte des
masses exploitées!

Pour authentification
Renel Exentus
Ricardo Gustave

Ces mots qui déclenchent les orages ...!

Par Robert Lodimus

« Les hommes de génie sont des météores destinés à brûler pour éclairer leur siècle. »

(Napoléon Bonaparte)

L'odeur parfumée qui provenait de la cuisine pénétrait dans ma gorge. Je me rendais compte que j'avais faim. La cuisinière, une dame de belle prestance, malgré son âge un peu avancé, nous a invités à passer à table pour le souper. Elle nous a servi un délicieux consommé de bœuf séché, de crabes, de légumes, accompagnés de patates douces, d'ignames, de manioc et de bâtonnets de farine blanche. Ce n'était pas la première fois que j'allais passer la nuit chez Me Ludovic. Et à chaque occasion, je me sentais toujours très emballé. Ses analyses politiques, véritables radiographies des sociétés planétaires, exerçaient un pouvoir de fascination sur mon être en devenir, avide d'informations sur les histoires anciennes et contemporaines des pays qui ont soi-disant construit les différentes civilisations humaines: *Grèce*, *Italie*, *France*, *Angleterre, Éthiopie, Allemagne, Hollande, Japon*, *Chine*, *Russie*, Égypte, etc. Je glanais sans cesse dans sa riche bibliothèque où rayonnaient des écrivains célèbres : *Montaigne*, *Leibniz, Delorme, Spinoza, Kant, Rousseau*, Madiou, *Boileau*, *Châteaubriand*, *Janvier*, *Hugo, Vigny*, *Marx*, *Firmin*, *Engels*, *Hegel*, *Machiavel*... Me Ludovic portait sur ses cheveux blancs le diadème invisible de cette sagesse à peine perceptible que l'on observe chez les quelques rares individus dont les rois, les présidents – *suivant l'époque* – auraient besoin pour gouverner leurs sujets ou leurs citoyens dans la loyauté et le respect.

Le patriarche m'entretenait souvent de ses voyages à l'étranger en compagnie de son inoubliable et regrettée épouse. Après la victoire des alliés en *1945*, ils se sont rendus en *Europe* pour visiter les camps de *concentration nazis*. Ils ont vu *Auschwitz*, ce lieu diabolique où les allemands ont assassiné, avec la complicité de l'*Italie*, du régime de *Vichy* en *France*, du *Japon*, sous les yeux indifférents du *Vatican*, des *milliers* de *prisonniers juifs* et *polonais déportés*, au rythme effroyable de *100 000 êtres humains par jour*. Pour l'avocat, *Adolf Hitler* ne pouvait être qu'un *fou*. Et pire encore, un *monstre*!

Nous avons quitté la table pour aller reprendre nos places dans le vaste salon éclairé à la chandelle. Le courant électrique interrompu dès la tombée de l'*Angélus* n'était toujours pas rétabli. La lumière sombre et caverneuse atteignait à peine les murs d'où étaient disposées avec soin quelques œuvres picturales retraçant les fresques de la *guerre de l'indépendance*. Il y avait aussi une toile de grandes dimensions de *Georges Paul Hector*, représentant une tête de paysanne qui sourit, portant un panier de fruits tropicaux, et d'autres motifs en style de transparence. Tout cela rappelait le temps où *Haïti* avait pu tant bien que mal nourrir ses enfants, malgré ses multiples problèmes et tribulations qui n'ont pas cessé, il faut l'avouer, avec la fin officielle de la période esclavagiste. On y retrouvait des portraits de femmes et d'hommes célèbres qui ont combattu les *espagnols*, les *français* à la *Ravine à Couleuvres*, à la *Crête-à-Pierrot*... jusqu'à la grande victoire finale du *18 novembre 1803* pour fonder la *patrie haïtienne*.


Daniel Fignolé

Le vieil érudit connaissait chaque étape importante de la vie de tous ces personnages extraordinaires. Au bas du portrait de *Toussaint Louverture*, on lisait cette phrase lumineuse : « *Le premier des Noirs au premier des Blancs : Bonaparte, rendez-moi ma femme et mes enfants*. » À chaque fois que j'en prenais lecture, je ressentais toutes les souffrances de ce « *génie de la race* », ce *grand stratège politique*, livré en pâture au froid hivernal du mont *Jura*, en France.

Me Ludovic voulait me faire des confidences importantes. Sa voix affichait un ton grave et inquiet, lorsqu'il me l'a annoncé à notre dernière rencontre. Il m'avait demandé d'aviser mes parents que j'allais passer la nuit de samedi à dimanche chez lui. Il m'avait aussi remis une missive à ce sujet qui était destinée à Emilio et Éliane, afin de solliciter et d'obtenir leur adhésion.

=Assis en face de moi, Me Ludovic a pris le temps de se croiser les jambes avant de commencer tout d'abord à me parler de notre pays, des dirigeants que nous avons eus, des pays qui nous persécutent, et qui ont juré de nous anéantir, de nous faire disparaître comme la *civilisation inca*. J'ai senti les caillots de tristesse qui bloquaient sa voix, lorsqu'il déclarait :


Louis Déjoie

– Ils ont tout fait pour nous renvoyer en *Afrique*. Les « *blancs* » nous disent clairement que nous n'avons rien à foutre en *Amérique*. « Ces maudits nègres étaient emmenés dans la Caraïbe pour travailler gratuitement dans les plantations. Leur place est en Afrique. Nous espérons trouver un jour les moyens de nous débarrasser de leur présence. » C'est ce qu'ils répètent toujours entre eux, les anciens États coloniaux et les *pro-esclavagistes*. Nous les avons chassés en 1804 – *du moins c'est ce que nos ancêtres croyaient* – pourtant ils ne sont jamais partis. Ils sont encore parmi nous. Cette terre ne connaîtra jamais de repos, tout autant que les problèmes de l'*indépendance* et de la *souveraineté* de notre peuple ne soient pas réglés jusqu'au dernier centime.

L'irruption inattendue de la « *dame de service* » a forcé Me Ludovic à observer quelques minutes de silence. Elvira nous a servi deux tasses de thé de citronnelle et de gingembre dans le salon légèrement éclairé et elle s'est retirée rapidement après avoir accepté avec un large sourire nos chaleureux remerciements. C'est le vieux Ludovic qui m'a appris à dire « *dame de service, femme de service* » en lieu et place des substantifs « domestique et servante » qu'il trouvait insultants, offensants, péjoratifs... Me Ludovic a avalé une petite gorgée du liquide chaud qui dégageait une odeur fraîche de matinée de campagne sous un ciel clair et m'a invité à en faire autant.

– Buvez mon garçon! Le thé perd sa saveur en se refroidissant.

J'ai esquissé un léger sourire et j'ai porté à ma bouche la tasse blanche sur laquelle sont imprimés quelques motifs floraux. Me Ludovic paraissait contrarié. Il avait visiblement une nouvelle à m'annoncer, mais ne savait pas comment le faire. Le patriarche prenait toutes les précautions avant de m'entraîner sur le terrain fragile des confidences et des révélations qu'il m'avait réservées.


Prestation de serment de François Duvalier le 22 octobre 1957 sous haute surveillance de l'armée, à sa droite le général Antonio Kébreau

– Fiston, les nouvelles ne sont pas du tout bonnes. C'est pour cela que je vous ai demandé de venir ce soir. Je veux éclaircir un grand mystère pour vous. Mais auparavant, je dois vous dire que vous ne reverrez plus le jeune homme que vous rencontriez à *Mer Frappée*. Un grand malheur est arrivé. Il a été assassiné par des miliciens du gouvernement.

Ma gorge se serrait de peine et de chagrin. Je sentais une douleur lancinante envahir mon cerveau ébranlé. Pendant un bon moment, je croyais que mon cœur allait éclater en mille morceaux comme une chair humaine déchiquetée par une mine anti-personnelle. Cependant, il n'en était rien. C'est plutôt le transport de la souffrance qui me faisait ressentir cette impression d'étouffement. J'ai baissé la tête pour pleurer silencieusement à chaudes larmes. Avant, je ne savais pas grand-chose de ce mystérieux personnage, mais cela ne m'empêchait pas de lui vouer un attachement indéfectible. J'aimais écouter, entendre la voix calme, posée, claire, limpide, rassurante qui sortait de sa poitrine solide, athlétique et qui remuait les entrailles de l'histoire universelle pour en tirer les faits saillants qui me transportaient sur les rives du passé évocateur, et qui me permettaient d'appréhender plus ou moins le présent, d'avoir une perception, quoique floue, de l'avenir... *Xénophane*, philosophe, poète et théologien présocratique nous apprend : « *Aucun homme n'a su, ni ne saura rien de certain*. »

L'octogénaire continuait de me révéler avec une intense mélancolie ce jeune homme d'une exemplarité incroyable, d'une honnêteté incomparable, d'une intelligence « *einsteinienne* » dont je venais tout juste d'apprendre le prénom.

– Le père de Démétrius, Vladimir, a grandi dans le quartier où j'habitais avec mes parents. Nous sommes allés à l'école primaire et secondaire ensemble. Aux élections présidentielles de *1957*, nous avons fait campagne aux côtés de *Louis Déjoie*. N'était-ce l'erreur catastrophique de *Daniel Fignolé*, nous serions restés dans la lutte avec le *Mouvement Ouvrier/Paysan, MOP*... Le professeur *Daniel Fignolé* n'aurait pas dû accepter la présidence provisoire, alors qu"il avait toutes les chances de se faire élire. Il était tombé tête baissée dans le piège du général *Kébreau – conseillé par les États-Unis* – et des politiciens duvaliéristes. C'est bien dommage de le déclarer de manière aussi cynique: ***il n'y a pas de piété en politique***. La fin justifie les moyens. Ce qui compte avant tout dans une lutte politique, c'est le « *bien-être du peuple* ». Aucun « *sacrifice* » n'est trop grand, lorsqu'il faut défendre la patrie, la venger et lui restituer son Honneur. J'ai dit à Fignolé : « *Si vous acceptez la présidence intérimaire, il faut être sûr, certain de pouvoir vous débarrasser de Kébreau et de tous les militaires dangereux qui gravitent autour de lui et réaliser un coup d'État pour garder le pouvoir*. » J'ai voulu le rassurer en ajoutant que le peuple le soutiendrait. Mais je savais que l'idée était difficile à mettre en place. Il fallait trouver des officiers qui auraient accepté de se débarrasser de Kébreau et d'autres militaires zélés qui soutenaient François Duvalier. Le chef du *MOP* ne se rendait pas tout à fait compte de ce qui se tramait autour de lui. La *communauté internationale* ordonnait à Kébreau d'utiliser tous les moyens dont ils disposaient pour placer les duvaliéristes au palais national. La popularité de Daniel Fignolé représentait un handicap sérieux pour *François Duvalier* et les puissances occidentales. Les stratèges nationaux et internationaux qui excellent dans la « *crapulerie* » avaient trouvé l'ingénieuse façon de l'éliminer sur la scène de la *compétitivité électorale* en lui offrant la *présidence provisoire*. Nous convoitions le pouvoir. On nous l'avait remis en main propre. Et nous n'avons pas eu la *capacité*, le *génie* et surtout la ***force*** de le garder. Il fallait faire et dire comme *Napoléon* lors du *dix-huit brumaire* : « *La France a compris que je n'étais sorti de la légalité que pour rentrer dans le droit*. » Mais Fignolé ne disposait pas des moyens politiques et militaires de Napoléon Bonaparte. Tous, à cette époque-

suite à la page(15)

As Feb. 7 Approaches:

Bogus Election or Provisional Government?



Burning tire barricades during protests against fraudulent elections on Jan. 19 in Port-au-Prince



Port-au-Prince's main avenue, "Grande Rue," strewn with rock during protests on Jan. 19

by Yves Pierre-Louis & Kim Ives

According to Haiti's Constitution, President Michel Martelly should pass power to his successor on Feb. 7, 2016. However, due to his foot-dragging in holding elections during his five years in power and widespread fraud in the first two rounds of on-going elections, Haiti is in a full-blown political crisis, and the scheduled Feb. 7 transfer of power from one president to the next is not going to be smooth, peaceful, or democratic.

What will happen next is anybody's guess, but, at this writing (Jan. 19), there are two likely scenarios.

The first is that Martelly, with the support of Washington and its allies, holds a third and final round of elections now scheduled for Jan. 24 (after being postponed previously from Dec. 27 to Jan. 17). The problem is: who will vote?

The entire political opposition and most of the population cried foul after violence and fraud plagued rounds on Aug. 9 and Oct. 25. Election observers, a legal challenge from the Lavalas Family party, as well as a presidentially appointed Evaluation Commission, have confirmed there were almost universal irregularities in both elections. In the past two weeks, four of the nine members of the Provisional Electoral Council (CEP) have had to resign after being outed for flagrant corruption.

While some of the worst fraud occurred in legislative races, President Martelly's chosen successor, previously obscure banana exporter Jovenel Moïse, supposedly came in first with 34% of the vote, despite a respected Brazilian exit poll indicating that he came in fourth with just 6%.

Would-be second-place presidential finisher Jude Célestin, part of a "Group of Eight" coalition (G8) with seven other leading runners-up, called the Oct. 25 election a "ridiculous farce" and, despite pressure from a high-level U.S. State Department delegation two weeks ago, has refused to participate in the second-round. He said he wants no part of "a selection aimed at the coronation of a prince."

This would leave Mr. Moïse going to a presidential run-off unopposed. Already in the last round, only a near record-low 26% of registered voters dared or bothered to show up. A Jan. 24 turn-out would likely be even punier. Any unopposed "victory" Mr. Moïse might score that day would be very controversial and fragile.

The second scenario is that a transitional government would be formed to reorganize elections. The big questions in that case are: how will it be formed, for how long, and by whom? Furthermore, what would be its mission?

A provisional government, or "transition," as it is commonly referred to, was first proposed over two years ago, on Sep. 29, 2013, by a national forum of popular organizations organized by the Dessalines Coordination party (KOD). The forum proposed that a 13 member "Council of State" drawn from key sectors of Haitian society form a government with a supreme court judge, similar to the arrangement which successfully carried out the 1990 "transition" from the military dictatorship of Gen. Prosper Avril to the successful election of Pres. Jean Bertrand Aristide on Dec. 16, 1990.

Today, however, Haiti is militarily occupied by the United Nations Mission to Stabilize Haiti (MINUSTAH), which enforces the agenda of Washington, Paris, and Ottawa. They are guns and bayonets behind U.S. pressure to continue on with Martelly's discredited elections, and, should that fail, would surely try to control the formation of a transitional junta.

This is why the KOD warned during its 2013 forum that free and fair elections were not possible with either Martelly or MINUSTAH. Today, almost the entire country agrees.

As a result, in recent weeks, numerous propositions have been made, in meetings, chat groups, and radio shows, for provisional governments which would last for months or years. Almost all of the proposals include Mirlande Manigat, the former presidential candidate who lost to Martelly in 2011 and who dropped out of the 2016 race early on, perhaps to be "in reserve" for this very moment.

The U.S. Embassy has surely drawn up its Plan B for what a transition might look like, but Haitian progressive organizations are thinking and working hard to counter continued foreign meddling.

"A provisional government might have to be in place for even five years," said a KOD leader, Henriot Dorcent. "Organizing truly free, fair, and sovereign elections is not something that can be done in a matter of months. It would have to repair all the damage done by the Martelly regime. It would have to be a provisional revolutionary government, rolling back Martelly decrees creating illegal taxes, illegal posts, illegal land seizures, destruction of state institutions, and so forth. And of course, the occupiers must be expelled. Otherwise, we will just repeat the whole fiasco again."

The skyrocketing salaries of Martelly's CEP members as a reward for a "job well done" has also galled the population. Their pay have gone from 124,000 gourdes ($2,137) monthly to 240,000 gourdes ($4,137). With an expense account of 150,000 gourdes ($2,585) monthly, that means a CEP member gets 390,000 gourdes ($6,722) monthly income, in a country where a 13% inflation rate and a gourde at 60 to the dollar, is driving people into deeper and deeper misery.

In the midst of this mess, some "parlémentaires mal élus" or PME (wrongly elected parliamentarians) from the Aug. 9 and Oct. 25 elections illegally swore themselves in as Haiti's 50th Legislature on Sun., Jan. 10, a day before the constitutionally-mandated date (January's second Monday) for parliament's renewal. Since the "National Assembly" was carried out in violation of the Constitution's Article 92.2 and 98.1, Haiti's 50th Legislature will also likely lose its legitimacy and have to be reelected. In the final third round, 27 deputies (of 119 total) and six senators (of 30 total) remain to be elected.

Not surprisingly, the partial Chamber of Deputies elected a leadership of Martelly allies, which may try to push through some wildcard scenarios, like extending Martelly's term to May 14, the date when he took office in 2011.

However, the Senate has some opposition leaders, at least nominally: Jocelerme Privert, President; Ronald Larèche, Vice President; Lucas Saint-Vil, First Secretary; Steven Benoit , Second Secretary, and Carlos Lebon, Quaestor. While they, like the G8, have called for an independent commission to verify the Aug. 9 and Oct. 25 pollings, they are compromised by the fact that they mostly occupy their seats thanks to those same elections.

The Haitian people remain mobilized to block a bogus election or a U.S.-formed neo-Martellist provisional government. Thousands took to the streets in the capital, Port-au-Prince, and other towns and cities around Haiti on Jan. 18 and 19, chanting their defiance, setting up barricades, and clashing with riot police. Some windows were broken and vehicles burned.

As chaos grows, it has become clear that Washington and Haiti's ruling class have lost control of the situation, which poses great opportunities and also great dangers to Haiti's long suffering masses and long struggling progressive organizations and parties.

CONFIEZ LA PRÉPARATION DE VOS IMPÔTS (INCOME TAX) À CES ÉTABLISSEMENTS DE LA COMMUNAUTÉ

Obama : Mon combat !

Par Thierry Meyssan

Le dernier discours sur l'état de l'Union du président Obama aura été l'occasion d'un vigoureux panégyrique en faveur de son pays, en tous points le meilleur « sur Terre » (sic). Malheureusement, sa magnifique rhétorique ne s'appuyait pas sur des arguments convaincants. Du coup, sa grandeur oratoire ne parvenait pas à masquer la réalité du déclin états-unien, de sorte que ses adversaires républicains en ont fait leur thème de campagne.



Barack Obama au Congrès des Etats-Unis le 13 Janvier 2016 prononçant son dernier discours sur l'état de l'Union



Une vue des parlementaires et de l'assistance

Le dernier discours sur l'état de l'Union, prononcé le 13 janvier par le président Obama, était avant tout destiné à écrire sa propre histoire dans l'imaginaire de ses compatriotes [1]. Hormis quelques allusions au danger que présentent les outrances du candidat républicain Donald Trump, le discours était un long panégyrique de la suprématie de son pays et se terminait par une proposition de réforme de la vie politique aussi nécessaire qu'inapplicable.

« La plus forte économie du monde »

Barack Obama a commencé en affirmant que : « Les États-Unis d'Amérique d'aujourd'hui ont l'économie la plus forte et la plus durable du monde » [2].

Ce qu'il n'a pas dit, c'est que si l'on en croit le FMI, les États-Unis ont effectivement le plus important Produit intérieur brut nominal ; mais ils viennent seulement en seconde position si l'on considère le PIB en parité de pouvoir d'achat, c'est-à-dire si l'on cesse de compter en dollars et que l'on compare ce qui est comparable. De facto, la première puissance économique mondiale, ce ne sont plus les États-Unis, mais la Chine.

Tout en niant cette réalité, le président a admis qu'il restait beaucoup à faire pour mieux répartir les richesses. Dans son rapport publié tous les trois ans et rendu public en septembre dernier, la Réserve fédérale, c'est-à-dire le consortium de banques privées qui gère le dollar, constate que le revenu médian a décliné de 5 %. En d'autres termes, si les super-riches sont de plus en plus riches, les États-uniens en général le sont moins. Les inégalités sont devenues telles que 3 % de la population détiennent plus de la moitié du patrimoine, 7 % possèdent le quart suivant, et 90 % le dernier quart. Suite à la crise financière de 2008-09, ces 90 % sont revenus à ce qu'ils possédaient en 1986 alors que, durant la même période, les Chinois ont plusieurs fois multiplié leur patrimoine.

Pour montrer l'excellente santé de l'industrie, le président a souligné que cette année était la meilleure de l'industrie automobile. Outre que l'on ne connaît pas encore les chiffres exacts, si l'on se réfère aux données disponibles, le premier producteur au monde n'est pas états-unien, mais japonais. Que ce soit en termes de nombre de voitures vendues ou surtout en termes de chiffre d'affaire et de profit, c'est de loin Toyota. En réalité, l'essentiel des revenus des États-Unis ne provient pas de ce qu'ils produisent, mais des droits d'auteur sur les brevets qu'ils ont achetés. Il s'agit donc de revenus que tout le monde trouve légitimes à l'heure de l'Organisation mondiale du Commerce, mais qui n'existaient pas auparavant et n'existeront peut-être plus demain.

Après avoir repris à son compte certains arguments du mouvement Occupy Wall Street, le président n'a pas annoncé la moindre mesure correctrice de ces inégalités, mais diverses allocations pour panser quelques blessures. Puis, il a soudain changé de sujet pour rappeler son plan de recherche contre le cancer et son soutien à la Conférence des Nations unies « sur le climat ».

Ayant ainsi « réfuté » les théoriciens du déclinisme économique, le président Obama en est arrivé au cœur de son sujet : la suprématie militaire US sur le reste du monde. Sauf erreur de ma part, c'est la première fois depuis Adolf Hitler et Hideki Tōjō* qu'un tel argument est déployé dans un discours de chef d'État ou de gouvernement.

L'armée « la plus puissante de la Terre »

« On vous a dit que nos ennemis deviennent plus forts et l'Amérique [comprendre les seuls États-Unis] plus faible. Laissez-moi vous dire quelque chose. Les États-Unis d'Amérique sont la nation la plus puissante de la Terre. Point final. (Applaudissements.) Point final. Personne ne s'en rapproche. Personne ne s'en rapproche. (Applaudissements.) Personne ne s'en rapproche. Nous dépensons plus pour nos militaires que les huit pays suivants combinés. Nos troupes forment la plus belle force de combat de l'Histoire du monde. (Applaudissements.) Aucune nation n'ose nous attaquer directement, ou attaquer nos alliés, parce qu'ils savent que ce chemin sera leur ruine. Des enquêtes montrent que notre position dans le monde est plus élevée que lorsque je fus élu à ce poste, et lorsque on en vient à n'importe quelle question internationale importante, les gens ne regardent pas vers Pékin ou vers Moscou pour les conduire. Ils nous appellent. (Applaudissements.) [3] »

- Première remarque, le lauréat du Prix Nobel de la Paix ne cherche pas à magnifier le fait que son armée serait capable de défendre son pays, mais qu'elle serait tellement supérieure aux autres que le monde entier se tourne vers Washington. En d'autres termes, il admet que l'autorité de son pays ne provient pas de ses capacités, mais uniquement de la frayeur qu'il inspire.

- Deuxièmement, il mesure son « leadership » au fait que, selon des enquêtes dont il ne précise pas les auteurs, la position de son pays dans le monde est plus élevée que lorsqu'il fut élu. Précisément, cet argument ne permet pas d'évaluer l'autorité naturelle de son pays, mais sa domination sur les autres. C'est une caractéristique de la pensée politique US. Le défi de Washington n'est pas la vie, la liberté et le bonheur, selon les mots de la Déclaration d'indépendance, mais la supériorité sur les autres. Dans son célèbre rapport de 1991 sur les objectifs stratégiques des États-Unis dans un monde sans Union soviétique, Paul Wolfowitz envisageait ainsi de conserver la supériorité du moment en affaiblissant les alliés, notamment l'Union européenne, quitte à s'affaiblir soi-même. De fait, aujourd'hui, le rôle des armées US n'est pas de défendre les intérêts du peuple états-unien, mais d'empêcher les autres peuples de se développer plus vite qu'eux. C'est évident au Proche-Orient, mais c'est aussi le cas dans le reste du monde.

- Troisièmement, comme la plupart de ses concitoyens, Barack Obama pense que l'argent permet de tout acheter. Il avait déclaré un peu plus haut que l'investissement financier public dans la recherche contre le cancer allait permettre de vaincre cette maladie. Comme si l'on pouvait provoquer l'étincelle de génie chez des chercheurs avec des dollars. Concernant ses armées, il affirme que leur budget, sans équivalent, en font les plus puissantes. Ce faisant, il est le premier commandant-en-chef à prétendre que la valeur et le courage de ses soldats est une question de dollars. Depuis les guerres médiques qui virent la victoire de quelques Grecs face aux armées dix à vingt fois supérieures en nombre et en matériel des empereurs Darius et Xerxès —jusqu'à la défaite de Tsahal, l'armée la plus sophistiquée au monde, appuyée par la logistique US la plus puissante au monde, face à quelques Résistants du Hezbollah soutenus par la Syrie et l'Iran—, on sait que la volonté et le courage des hommes l'emportent sur les budgets les plus faramineux.

- Quatrièmement, l'allusion à la Russie et à la Chine masque mal le dépit face aux industries militaires de ces États. Chacun peut constater aujourd'hui, à Kaliningrad, en mer Noire et en Syrie, que les forces de l'Otan sont marginalisées par la technologie russe. En cas de guerre conventionnelle face à l'Otan, il ne fait aucun doute que la Russie l'emporterait rapidement. L'essoufflement de l'industrie US est particulièrement visible en matière aéronautique. Le Pentagone promet, depuis près de 20 ans, la prochaine construction du F-35, un avion multi-rôles capable de remplacer presque tous les avions militaires actuels. Non seulement, on en est très loin, mais pendant que les ingénieurs états-uniens re-dessinent une énième fois leurs plans, la Russie produit le Soukhoï Su-35, un avion d'une agilité inouïe, et la Chine le Chengdu J-10B, plus furtif que nul autre. Les États-Unis ont certes une capacité de production sans équivalent, mais leur matériel conventionnel est largement dépassé et n'impressionne plus que les petits États.

Après ces rodomontades, le président Obama a dénoncé le danger du terrorisme et affirmé qu'il combattait à la fois al-Qaïda et Daesh. Et pour preuve de son engagement face à ceux qui s'étonnent de l'inefficacité patente de la Coalition anti-Daesh, il a déclaré : « Si vous doutez de l'engagement de l'Amérique [comprendre les seuls États-Unis], ou du mien, de faire la justice, demandez à Oussama ben Laden. (Applaudissements.) [...] Quand vous vous en prenez aux Américains [comprendre les seuls États-uniens], nous nous en prenons à vous (Applaudissements.) Cela peut prendre du temps, mais nous avons la mémoire longue, et rien n'est hors de notre portée. (Applaudissements.) » [4].

Un argument qui ne convaincra que ceux qui ont été déjà convaincus de l'assassinat d'Oussama ben Laden par les Seals, au Pakistan, en 2011, c'est-à-dire pas grand monde.

Les autres ne valent rien

Abordant l'équilibre mondial actuel, le président Obama a poursuivi : « Le Moyen-Orient passe par une transformation qui, compte tenu de l'enracinement de conflits vieux de plusieurs millénaires, va durer une génération. Des difficultés économiques soufflent sur une économie chinoise en transition. Alors même que son économie se contracte sévèrement, la Russie utilise ses ressources pour soutenir l'Ukraine et la Syrie ; des États-clients qu'elle voyait glisser hors de son orbite. Et le système international que nous avons construit après la Seconde Guerre mondiale a maintenant du mal à suivre le rythme de cette nouvelle réalité. » [5].

Personne ne saurait dire quels sont ces « conflits vieux de plusieurs millénaires » qui secouent le Moyen-Orient. En réalité, depuis Jimmy Carter, Washington fait tout son possible pour casser les États qui se développent en s'appuyant sur ceux qui se réjouissent de leur ignorance comme l'Arabie saoudite. Mais la formule permet de justifier le chaos actuel et de renvoyer la solution du problème à la génération suivante.

L'économie chinoise est certes en transition, mais comme celle des États-Unis qui va de la croissance à la dépression. La baisse actuelle des bourses chinoises ne reflète pas la réalité économique. D'abord parce que les principales sociétés chinoises sont soit publiques soit cotées dans les bourses occidentales, et ensuite parce qu'elle ressort de la guerre entre le yuan et le yen. La dévaluation planifiée par Shinzō Abe **de la monnaie japonaise pousse la Chine à dévaluer sa propre monnaie.

La contraction de l'économie russe ne provient pas de faiblesses intrinsèques, mais est la conséquence de l'embargo occidental ; un embargo qui contraint Moscou à se développer à l'Est, ce qu'il souhaitait depuis longtemps sans parvenir à le faire. Par ailleurs prétendre que l'Ukraine et la Syrie étaient des États-clients est ridicule, le gouvernement de Viktor Ianoukovytch n'était pas pro-Russe, même s'il n'était pas anti-Russe. Quant à la Syrie, elle avait cessé la majeure partie de ses relations avec Moscou après la dislocation de l'Urss et n'était pas parvenue à les relancer en 2007. Le recours à de tels mensonges vise uniquement à masquer une défaite : il est sans importance que la Crimée et la Syrie soient devenues russe ou pro-Russe, puisqu'il en aurait toujours été ainsi.

Enfin, après avoir affirmé que les autres États ne valent pas grand chose comparé au sien, le président Obama a déploré que les Nations unies aient du mal à s'adapter, sans préciser à quoi elles devaient s'adapter. Il faisait certainement allusion au fait que l'Onu, sous la direction de Ban Ki-moon et de Jeffrey Feltman, non seulement n'agit plus en faveur de la paix, mais organise la guerre, comme on le voit depuis 2012 en Syrie. Par conséquent, de nombreux États cherchent à fonder des institutions alternatives. D'ores et déjà, les BRICS ont créé un système bancaire alternatif, en marge du FMI et de la Banque mondiale. Les unes après les autres, ce sont toutes les institutions fondées par Washington qui vont être concurrencées par de nouvelles dont il sera exclu.

Pour terminer son discours, Barack Obama a invité à une réforme du Congrès qui le libère du financement des lobbys. C'est un thème populaire dans un pays où seulement 3 % de la population s'estiment démocratiquement représentés par le Parlement. Mais il est clair que le président ne fera rien pour que ce vœu pieux se concrétise. Il disait juste cela pour convaincre ses concitoyens de garder confiance dans son régime.

Durant son discours, moins de la moitié des parlementaires l'ont applaudi.

Notes

[1] "Obama's final State of the Union Address", by Barack Obama, Voltaire Network, 13 January 2016.

[2] "The United States of America, right now, has the strongest, most durable economy in the world".

[3] "Well, so is all the rhetoric you hear about our enemies getting stronger and America getting weaker. Let me tell you something. The United States of America is the most powerful nation on Earth. Period. (Applause.) Period. It's not even close. It's not even close. (Applause.) It's not even close. We spend more on our military than the next eight nations combined. Our troops are the finest fighting force in the history of the world. (Applause.) No nation attacks us directly, or our allies, because they know that's the path to ruin. Surveys show our standing around the world is higher than when I was elected to this office, and when it comes to every important international issue, people of the world do not look to Beijing or Moscow to lead — they call us. (Applause.)"

[4] "If you doubt America's commitment — or mine — to see that justice is done, just ask Osama bin Laden. (Applause.) [...] When you come after Americans, we go after you. (Applause.) And it may take time, but we have long memories, and our reach has no limits. (Applause.)."

[5] "The Middle East is going through a transformation that will play out for a generation, rooted in conflicts that date back millennia. Economic headwinds are blowing in from a Chinese economy that is in significant transition. Even as their economy severely contracts, Russia is pouring resources in to prop up Ukraine and Syria — client states that they saw slipping away from their orbit. And the international system we built after World War II is now struggling to keep pace with this new reality".

Ndlr. * Hideki Tōjō : général et homme politique japonais. Il fut le Premier ministre de l'Empire du Japon durant la Seconde Guerre mondiale, de 1941 à 1944. Après la capitulation sans condition du Japon en 1945, le général américain Douglas Mac Arthur ordonna l'arrestation des criminels de guerre présumés, dont Tōjō qui fut condamné à mort par le Tribunal de Tokyo.

**** Shinzō Abe** homme politique japonais, issu de l'une des plus influentes familles politiques du Japon. Premier ministre du 26 septembre 2006 au 25 septembre 2007. Actuel Premier ministre depuis le 26 décembre 2012.

Réseau Voltaire | Damas (Syrie) | 18 janvier 2016

Argentine : comment interpréter les premières décisions du président Mauricio Macri ?



Mauricio Macri

Par Christophe Ventura

Récemment élu, Mauricio Macri s'illustre depuis par des mesures et des méthodes de choc, notamment dans le domaine des médias. Quelles sont-elles et comment les analysez-vous ? S'agit-il, comme certains l'affirment, d'un coup porté à la liberté d'expression ?

Dans un silence médiatique international relativement notable, le nouveau président de droite Mauricio Macri a très vite pris de nombreuses décisions, sans débat, notamment concernant la situation des médias argentins. Premièrement, il a décidé de licencier, par non renouvellement de contrats, une série de journalistes parmi les plus connus dans les médias publics télévisés et radios qu'il jugeait trop proches de l'ancien gouvernement. Il a également annoncé le principe d'une vaste reprogrammation des contenus. Par ailleurs, il a annoncé dans les médias privés la fin des aides du gouvernement sous forme d'annonces publicitaires qui permettaient à une série de journaux de la presse écrite argentine de sensibilité de gauche de vivre.

Sa décision la plus forte est la modification, par décret signé le 4 janvier 2016, de la loi des médias, très importante en Argentine. Celle-ci, adoptée sous le gouvernement de Kristina Kirchner en 2009, était très observée et étudiée au niveau international par les gens s'intéressant à la question médiatique ; car il s'agit d'une loi de déconcentration médiatique qui réglementait, régulait et fixait des limites au phénomène de concentration des groupes privés dans les médias (presse écrite, audiovisuelle, radios et numérique). Elle divise le champ médiatique en trois secteurs à qui elle attribue des espaces identiques : le service public, le secteur privé, le tiers secteur (associations, médias communautaires, etc.) Cela avait affecté les intérêts des groupes privés dont M. Macri est proche, notamment le puissant Groupe Clarin. Il faut se rappeler que Clarin a toujours été l'une des forces les plus mobilisée contre les gouvernements Kirchner. La modification par décret du président Macri - qui s'accompagne de l'annonce de dissolution de divers organismes de régulation des médias -, intervient donc sans aucun débat, levant les restrictions que la loi comportait au regard de cette question de la concentration de la propriété des médias. Cela signifie que le spectre médiatique argentin va de nouveau se retrouver sous la domination de groupes privés, en particulier du groupe Clarin. Ce groupe autrefois visé se retrouve aujourd'hui dans une position très avantageuse et dispose d'un relais direct aux plus hautes responsabilités de l'Etat.

Ces mesures inquiètent et provoquent des réactions en Argentine. Deux magistrats remettent en cause la légitimité de ce décret et considèrent que cette question des médias doit être l'objet d'un débat, au moins mené au sein du Parlement. Beaucoup de voix s'élèvent contre ce retour en arrière, notamment le prix Nobel Adolfo Pérez Esquivel, qui considère qu'il s'agit d'une forme de reprise en main du pouvoir médiatique par le gouvernement. On pourrait toutefois dire la même chose, à raison, vis-à-vis du précédent gouvernement. En Argentine, les médias font traditionnellement l'objet d'une confrontation politique avec une immersion assez directe du pouvoir politique. En réalité, les médias sont un champ du combat politique dans ce pays. Mais il s'agit cette fois ci d'un signal important car Macri avait affirmé qu'il veillerait à ne pas être dans un registre de revanche, notamment de ce point de vue-là. C'est la manifestation qu'il passe à l'offensive dans le pays.





Manifestation populaire pour dénoncer la politique de Macri

Comment se manifeste le débat en Argentine autour de la subordination des médias au président de la république ? Cette stratégie du choc caractéristique d'un virage néolibéral peut-elle déboucher sur des mouvements de contestations populaires ?

Comme évoqué précédemment, il y a en Argentine une tradition de relation assez directe entre le pouvoir politique et le pouvoir médiatique. M. Macri adopte une stratégie de polarisation assumée, contrairement à ce qu'il avait laissé entendre. Il y a également eu des licenciements d'un certain nombre de dirigeants d'organismes de régulation médiatique, qui ont été directement mis dehors sans ménagement. Et, sur le plan judiciaire, le président de la République a directement nommé deux magistrats à la cour suprême, du jamais vu en Argentine.

La polarisation politique assumée du président s'accompagne par ailleurs par une tentative de restauration du libéralisme en Argentine. Il a en effet annoncé une dévaluation avec perte conséquente du pouvoir d'achat pour les Argentins, une politique fiscale très avantageuse pour les lobbies de l'agro-industrie argentine. Il y a également des craintes sur le maintien des augmentations salariales obligatoires pour compenser l'inflation. Le terrain salarial et social sera le prochain théâtre des opérations pour le gouvernement. Plus d'austérité, moins de protection des droits des salariés, c'est le cap qui se dessine.

Au niveau régional, Macri donne des signaux pour que l'Argentine s'insère dans des accords de libre-échange internationaux. Il est toutefois trop tôt pour dire si toutes ces mesures vont advenir. Macri doit gouverner avec une Chambre de députés et un Sénat toujours majoritairement kirchneristes.

La grande inconnue est la réaction populaire. Il y a désormais des manifestations qui rassemblent des milliers de personnes à Buenos Aires contre la modification de la loi des médias (une fois de plus sans que nos médias en parlent). Toutefois, il n'y a pas aujourd'hui de réactions massives à l'échelle de tout le pays. Elles sont pour l'heure avant tout spécifiques et sectorielles (médias, journalistes, travailleurs). Il n'y a pas actuellement de mouvement social qui se serait organisé pour s'opposer au gouvernement Macri. C'est un aspect qu'il va falloir suivre car cela serait un élément qui pourrait animer la vie politique argentine dans les prochains mois.

Quels sont les objectifs et perspectives politiques du président Macri ? Sur le plan national, il s'agit de libéraliser l'économie, de revenir sur l'orientation précédente qui conférait à l'Etat un rôle d'acteur économique intérieur qui assurait une relance de l'économie par la consommation et la redistribution comme modèles de croissance. Avec Macri, on se dirige vers une libéralisation des secteurs les plus performants de l'économie argentine pour stimuler la production vers l'exportation sur les marchés internationaux. Son orientation est donc l'insertion de l'Argentine dans les courants dominants du libre-échange et du commerce international, avec un relâchement de l'engagement argentin avec ses partenaires régionaux, en particulier avec le MERCOSUR. Le nouveau président s'engage également en faveur d'un rapprochement économique et commercial avec les pays de l'Alliance du Pacifique (Mexique, Colombie, Pérou et Chili). Ce sont les quatre pays les plus libéraux sur le plan économique, et les plus favorables aux intérêts des Etats-Unis dans la région. Monsieur Macri a clairement indiqué qu'il souhaitait se rapprocher de l'Alliance du Pacifique pour développer ses relations économiques à l'avenir. Ce faisant, il fait un pas pour se rapprocher de Washington.

M. Macri rencontrera le vice-président américain Joe Biden au Forum économique de Davos (21-23 janvier) avant de rencontrer Barack Obama, certainement en mars.

Mémoire des luttes 19 janvier 2016

Burkina-Faso : De Sankara à Compaoré et la rivalité entre Daech et l'Aqmi

Par Thomas Cluzel



Le capitaine Président Thomas Sankara

Plus que jamais le Burkina Faso, jusque-là un îlot de relative stabilité dans une région en proie depuis des lustres au terrorisme, est à présent dans l'œil du cyclone ou plutôt dans l'œil du Borgne, peut-on lire en Une de L'OBSERVATEUR PAALGA. L'œil du Borgne, comprenez Mokhtar Belmokhtar, «le barbare du désert», celui qu'on affuble aussi du sobriquet de «mister marlboro» pour ses trafics de cigarettes, régulièrement donné pour mort ; mais toujours ressuscité derrière les dunes de sable. La boucherie de Ouagadougou, comme l'écrit son confrère du journal LE PAYS, boucherie qui a fait au moins 28 morts et 50 blessés vendredi dernier dans la capitale a été, en effet, revendiquée depuis par le groupe djihadiste Al-Mourabitoune, dirigé par Mokhtar Belmokhtar et récemment rallié à AQMI (Al-Qaida au Maghreb Islamique).

A dire vrai, ce qui est arrivé ce week-end n'est pas particulièrement surprenant, reconnaît l'éditorialiste. Depuis le temps que ça craque de partout, on se doutait bien, dit-il, que le diable finirait par frapper la capitale. Depuis de longs mois, déjà, il frappait avec insistance à nos portes et comme toujours, la question était de savoir quand et où. Mais à présent que l'image d'un Burkina, longtemps présenté comme un îlot de paix, à l'abri de la furie djihadiste, n'est plus d'actualité, les deux grandes questions que l'on doit se poser aujourd'hui sont de savoir pourquoi le Burkina a-t-il été, à son tour, si durement frappé et pourquoi maintenant ?

A la première question, le journal de Ouagadougou répond en rappelant que le Burkina abrite sur son sol des dispositifs occidentaux, entrant dans le cadre de la lutte contre le terrorisme dans l'espace sahélo-saharien. Les forces spéciales françaises, on le sait, sont stationnées sur le territoire burkinabè à partir duquel des opérations antiterroristes partent en direction des autres pays. Ce fut le cas, par exemple, de l'attaque du Radisson blu de Bamako [capitale du Mali; cette attaque a fait 22 morts, alors qu'environ 170 otages avaient été bloqués dans l'hôtel] où des médias avaient eu l'imprudence, écrit le journal, de répandre l'information selon laquelle le commando français était parti du Burkina, pour aider les Maliens à mener l'assaut contre l'hôtel. Or cette révélation pourrait avoir contribué à remonter les djihadistes contre le pays des Hommes intègres [1]. De ce point de vue, on peut dire que les attaques de vendredi 15 janvier 2016 peuvent être perçues comme des représailles.

Et puis le deuxième élément de réponse que l'on peut avancer par rapport à la même question – pourquoi nous – est lié au fait que les Burkinabè ont pris la résolution, depuis la chute de Blaise Compaoré, d'arrimer leur pays à la démocratie électorale. Et cela est en passe d'être une réalité avec les élections que le pays vient de connaître en novembre 2015 [voir plus bas]. Or de toute évidence, les djihadistes ne peuvent pas faire bon ménage avec la démocratie, c'est-à-dire non seulement la tolérance, mais aussi par essence, la fin des certitudes, des vérités révélées et éternelles.

Et puis l'autre question qui se pose est de savoir pourquoi les jihadistes ont-ils décidé de s'attaquer au Burkina Faso, aujourd'hui ?

Il faut croire que les assaillants n'ont pas choisi leur période au hasard, précise à nouveau L'OBSERVATEUR PAALGA. Difficile de ne pas voir dans ces actes terroristes, les conséquences de la chute de Blaise Compaoré en octobre 2014. Le régime déchu, qui excellait dans la libération d'otages pris dans le septentrion malien avait, en effet, tissé des liens étroits sur fond de connexions mafieuses, avec les seigneurs du salafisme dans le Sahelistan: une sorte d' accord de non-agression et de défense mutuelle», certes, problématique mais qui nous mettait à l'abri de leurs exactions. Ouagadougou était même devenue un peu leur arrière-cour où ils prenaient leurs quartiers.

suite à la page(14)

Il y a 50 ans s'ouvrait la conférence Tricontinentale



Initiative Communiste 3 janvier 2016

Il y a 50 ans, le 3 janvier 1966, la première conférence de solidarité des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique-Latine commence ses travaux à la Havane. Près de cinq cents délégués y participent représentant une centaine de délégations venues de 82 pays, rassemblant à la fois l'URSS et la Chine. De nombreux délégués ont quittés leurs maquis pour participer à cette rencontre inédite. Les damnés de la terre du vingtième siècle faisaient ainsi de la capitale cubaine l'espace de tous les possibles émancipatoires, le lieu d'organisation des solidarités concrètes, l'endroit où s'anticipe collectivement un avenir sans colonialisme et sans impérialisme. La conférence se tient en l'absence du président de son comité préparatoire, Mehdi Ben Barka, qui a été assassiné peu de temps auparavant dans l'espoir de mettre fin à l'initiative.

Parmi ceux qui ont contribué à préparer cette rencontre historique : Mehdi Ben Barka, Che Guevara, Ahmed Ben Bella, Salvador Allende, Hô Chi Minh, Amílcar Cabral ou Douglas Bravo…

La conférence prend une série de décision visant à apporter une aide matérielle et financière concrète aux mouvements de libération nationaux engagés dans la lutte armée et plus particulièrement aux luttes du peuple vietnamien, des peuples des colonies portugaises et d'Afrique du Sud. Elle reste un des moments forts de l'histoire anti-impérialiste mondiale.

Suite de la page (13)

Ce n'est donc pas un hasard si le harcèlement djihadiste a commencé sous la «Transition» [le 31 octobre 2014, Blaise Compaoré est exfiltré vers la Côte d'Ivoire, après la tentative du coup d'Etat de son fidèle bras droit Gilbert Diendéré, chef de la garde présidentielle, la RSP] ne pouvait naturellement pas poursuivre les liaisons dangereuses qu'entretenait le système Compaoré avec cette engeance.

[La RSP, armée dans l'armée, en fait la seule armée formée par les Français, devait être dissoute. Michel Kafando, chef d'Etat de la «transition», a subi un coup d'Etat, mais a pu survivre jusqu'au 29 décembre 2015, depuis le 21 novembre 2014. Lui a succédé, le 29 décembre 2015, Roch Marc Christian Kaboré, élu le 29 novembre 2015, ancien premier ministre de 1994 à 1996 sous la présidence de Compaoré.]

Même analyse pour son confrère LE PAYS. Le régime de Compaoré avait, pendant tout le temps où il était aux affaires, offert gîte et couvert à bien des terroristes, dit-il. Ces derniers roulaient même carrosse et se la coulaient douce dans les hôtels les plus huppés de la capitale. A cela, il faut encore ajouter le fait que les négociations, en vue de la libération des otages aux mains des terroristes, étaient devenues un véritable business qui faisait l'affaire de bien des barons de l'ancien régime et certains de ces terroristes.

En d'autres termes, la chute de leur tuteur, comprenez Blaise Compaoré en personne, ne pouvait signifier pour eux que la mort de la poule aux œufs d'or. D'où leur haine désormais affichée pour le pays et pour ses nouveaux dirigeants. De ce point de vue, on peut dire que le pays [le Burkina Faso] paie la rançon de la compromission du régime de Compaoré avec la galaxie djihadiste.

Enfin la fragilisation de l'Etat post-insurrection a fait le reste. Le pays ne s'est pas encore remis des flottements liés à la période de Transition, si fait que tous les rouages de l'Etat ne sont pas en état de fonctionner à plein régime. Or, un tel contexte augmente le taux de vulnérabilité du pays.

Enfin l'attaque de vendredi 15 janvier pose également la question de la rivalité entre Aqmi et Daech.

Mauvaise nouvelle pour l'Afrique, écrit le magazine SLATE. Les attentats de vendredi sont une preuve de la surenchère à laquelle se livrent les deux groupes. Depuis l'émergence de l'État islamique et ses actions spectaculaires, Al-Qaida était jugé en perte de vitesse et voyait son influence se réduire auprès des jeunes recrues. Une concurrence qui exacerbe la violence.

Cet attentat, renchéri, s'inscrit dans la rivalité entre AQMI (Al-Qaida au Maghreb islamique) et l'EI (Etat islamique). Si le premier est implanté depuis des années en Afrique du nord, surtout au Mali, au Niger et en Algérie, le deuxième tente de s'y implanter. En Libye, l'EI a conquis ces derniers mois des territoires de plus en plus vastes sur la côte et est en passe de supplanter AQMI. Mais l'assaut à Ouagadougou montre que la capacité de nuisance de Mokhtar Belmokhtar n'est pas entamée. En frappant le Burkina Faso, AQMI porte un coup en dehors de sa zone d'action habituelle. En réalité, le domaine terroriste est hautement concurrentiel. Car évidemment, celui des groupes djihadistes qui prendra la main, s'assurera du même coup le ralliement d'autres factions qui voudront faire allégeance au plus puissant des deux. (18 janvier 2016)

Notes

[1] «Pays des Hommes intègres». C'est le 4 août 1984, un an après le coup d'Etat qui avait porté le capitaine Thomas Sankara à la tête de la Haute-Volta – plus exactement à la présidence du Conseil national révolutionnaire – que cette dernière a été rebaptisée Burkina Faso. Il s'agissait non seulement de bannir une appellation héritée de la colonisation, mais aussi de trouver un nom susceptible de renforcer la cohésion nationale. C'est pourquoi celui-ci a été constitué d'emprunts à plusieurs langues. Burkina signifie «homme indépendant» ou «intègre» en mooré (parlé par les Mossis) alors que faso est la «maison du père», donc la patrie, en dioula. Pour désigner la nationalité des habitants du pays, on a fait appel à une troisième langue en ajoutant au radical burkina le suffixe bè, qui veut dire «les enfants de», en fulfulde (parlé par les Peuls). Un nouveau narratif a été développé pour qualifier les rivières, par exemple (les trois Voltas) et un chant national s'est inscrit dans ce nouveau baptême. Thomas Sankara sera assassiné, en octobre 1987, par celui considéré comme l'un de ses très proches: Blaise Compaoré… Le rôle des services français – à l'époque de la cohabitation Chirac-Mitterrand – dans ce coup d'Etat a été à plusieurs reprises assez bien documenté. Mais, jamais l'enquête sur ce crime n'a été menée à son terme! Un médecin militaire l'avait déclaré «décédé de mort naturelle» quelques jours après le 15 octobre. (Rédaction A l'Encontre)

A l'encontre 18 janvier 2016

Suite de la page (8)

là, savions ce qu'Haïti allait devenir avec un homme comme *François* au timon des affaires de l'État… Après l'exil du président *Fignolé*, certains d'entre nous se sont ralliés à l'agronome *Louis Déjoie* pour barrer la route au *duvaliérisme*. Cependant, malheureusement pour le pays, pour le peuple haïtien, le « *médecin charlatan* » a remporté les élections du *22 septembre 1957* par la ruse et l'intimidation. Après avoir prêté serment comme président de la République, *François* organise la chasse cruelle et mortelle des partisans de ses adversaires politiques. Vladimir est arrêté chez lui au cours de la nuit. Il a été conduit au palais national par la police politique du régime. Le président dictateur l'a interrogé en personne et lui a demandé de collaborer avec le pouvoir, en acceptant de dénoncer et de livrer ses amis qui avaient voulu barrer la route de son arrivée au pouvoir. Naturellement, Vladimir ne nous a pas trahis. Il a été torturé pendant deux mois, et finalement exécuté d'une balle dans la tête. La mère de Démétrius a pu quitter le pays clandestinement pour échapper à la fureur du diable. Elle est morte de chagrin quelques semaines après son arrivée à *Moscou* où elle y était parvenue grâce à un camarade qui avait des contacts au *Kremlin*. Entretemps, j'ai pu me mettre à couvert dans la ville des *Gonaïves* avec mon épouse où j'ai mis mes connaissances et ma profession au service de mes compatriotes. Au non de l'amitié qui me liait à Vladimir, j'ai gardé contact avec Démétrius… Je suis même allé le voir deux fois, avec de faux passeports, et accompagné de ma défunte femme. C'est durant mon deuxième voyage en *Union Soviétique* qu'il m'avait avoué son intention de monter une organisation secrète avec quelques camarades pour renverser le gouvernement de *François* et venger son père assassiné lâchement. Ils avaient finalement fondé un mouvement de guérilla : *Les Forces de la liberté et du changement (FLC)*. Démétrius était pour moi le fils que je n'ai pas eu. Un garçon instruit, honnête, brave, courageux… Un patriote. Il a su développer le sens du devoir citoyen et de l'honneur. Cela me soulage de savoir qu'il est mort comme il l'a toujours rêvé. Il s'est sacrifié, ainsi que d'autres individus de son âge, pour la *Justice* et pour la *Liberté*. Vous les jeunes, filles et garçons, vous méritez d'être encadrés solidement, à tous les niveaux, afin que vous arriviez à jouer un rôle historique et politique dans le devenir de votre Nation. C'est ce travail que Démétrius Killick a effectué auprès de vous. Avant de quitter la ville pour aller rejoindre ses camarades, il vous a laissé une lettre. Je peux comprendre que ses dernières pensées étaient pour vous. Cette correspondance, vous devez la brûler après en avoir pris connaissance, pour éviter qu'elle ne tombe entre les mains d'un partisan zélé du gouvernement. Lisez mon garçon et appréciez l'estime que vous avez méritée de cet homme vaillant qui a donné sa vie dans la lutte pour la reconquête de la citoyenneté de la femme et de l'homme haïtiens. D'une main tremblante, j'ai tiré la feuille de papier blanc pliée en trois parts égales de l'enveloppe rouge que m'a remise Me Ludovic et j'ai commencé à lire à voix basse, mais suffisamment forte pour que ce dernier en prît lui aussi connaissance du contenu déchirant et lyrique.

Cher compatriote,

Aujourd'hui, je m'adresse peut-être à vous pour la dernière fois. J'ai le triste pressentiment que nos yeux ne se croiseront plus sous le soleil brillant, revigorant de Mer Frappée. Mais qu'importe, la vie est ainsi faite. Et l'homme doit avoir le courage de suivre la route de son destin jusqu'au bout.

« Destin » est un mot dont je n'aime pas trop l'usage. Certains philosophes préfèrent parler de « sens de l'histoire ». Je refuse de croire que la vie est un chemin tout tracé. Chaque être humain est pleinement responsable de ce qu'il veut être pour lui-même et pour les autres. Sinon, la femme ou l'homme n'est pas vraiment né libre. Lorsque l'on a vu le jour dans des pays qui ressemblent au nôtre, la nature nous prédestine déjà à une existence tumultueuse; une existence, disons-le de façon nette, faite de résistance, de lutte, d'acte de bravoure pour cultiver l'espoir et ramener la vie là où elle s'éteint lentement et affreusement, comme le feu d'une bougie presque entièrement consumée.

Les ténèbres d'un grand bouleversement, d'un grand drame, d'une grande tragédie, d'un grand malheur recouvrent déjà une bonne partie de la terre. Nous marchons à grands pas vers l'apocalypse! Notre pays figure depuis un certain temps parmi les régions frappées par les bourrasques de la désolation : ***dictature**, **répression**, **famine**, **chômage**, **analphabétisme**… Comme Lawrence d'Arabie, j'ai résolu de remplir ma mission d'« éveilleur de conscience » et « d'allumeur de révolte ».*

Un jour, cher ami, vous prendrez le temps de lire le magnifique poème de Jacques Prévert « ***Le paysage changeur*** » et vous comprendrez mieux le sens de mes paroles, le fondement idéologique de mes réflexions, la profondeur de ma conviction politique, la raison de mon combat… Je suis convaincu comme le poète qu'il faut souffrir, s'organiser, lutter et espérer.

« …mais un jour le vrai soleil viendra
un vrai soleil dur qui réveillera le
paysage trop mou
et les travailleurs sortiront
ils trouveront alors le soleil
le vrai le dur soleil de la révolution

ils feront beaucoup de choses avec le soleil
et même ils changeront l'hiver en printemps. »

… Mais cela ne se fera pas sans le sacrifice humain. Sans la sueur de la bravoure et de l'héroïsme. J'appartiens à mon pays avant d'appartenir à ma famille et à moi-même. Je suis de ceux qui croient que l'on ne peut réparer les torts causés par la ***violence négative*** *que par l'organisation positive de la* ***force patriotique*** et de la ***solidarité nationale***. *C'est la force de la domination qui rend l'individu captif; c'est encore la force de l'intelligence qui peut le libérer. Pourquoi les États partent-ils en guerre? Pourquoi les gouvernements dépensent-ils des fortunes dans l'achat des armes de destruction massive? Est-ce pour dominer ou pour se soumettre? Est-ce pour se faire craindre ou pour se faire obéir? La soumission et l'obéissance sont indissociables de la force. Le peuple doit être capable d'utiliser des « moyens proportionnels » pour rompre les chaînes de la maltraitance sociale, économique et politique. Repenser et mettre en place un système de société juste, humain. C'est cela la «* ***Révolution*** » : *le changement du* ***vieil ordre des choses***. *Prendre le pouvoir et le réorganiser au profit de tous, sans exclusion. Sans préjugé. Sans discrimination.*

Je refuse de dormir dans un palais, alors que mes compatriotes se retranchent dans des cabanes délabrées avec des toits en chaume qui cèdent sous la pluie. Je me sens mal à l'aise de me goinfrer plusieurs fois par jour, alors que des enfants se couchent toutes les nuits le ventre vide. Je renonce à vivre jusqu'à l'âge de cent ans dans un pays où, à cause de la misère, l'espérance de vie ne dépasse pas cinquante ans. Voilà, en peu de mots, le sens de ma décision… Comme Hector de Troie ou Caonabo, j'ai choisi d'affronter vaillamment les « ***donneurs de la mort*** »: le seul chemin qui mène à la gloire « immortalisante ». ***Il faut toujours garder l'espoir que pour chaque Goliath, il existe quelque part un David…***

Mon cher ami,

Le travail qu'il faut faire dans ce pays pour y ramener la dignité humaine, la Liberté, la Souveraineté et l'Honneur est énorme. L'avenir n'est pas vraiment réjouissant. Mais ensemble, en conjuguant nos forces et nos efforts, nous pouvons le rendre meilleur.

Apprenez à faire bon usage de votre jeunesse prometteuse…! Poursuivez votre route comme vous le faites tous les jours! Devenez un « homme » dans tous les sens du terme! Allez là où vos désirs et vos pensées vous conduiront pour le bien de vos compatriotes et de vous-même! Et surtout, dites-vous bien : la vie, tôt ou tard, d'une façon ou d'une autre, on la perdra…! Et si on doit la perdre inévitablement, il vaut mieux que ce soit pour une bonne cause. Une cause noble…

Cette terre où nous sommes nés a coûté trop de sacrifices à nos aïeux pour que nous acceptions de l'abandonner à la honte, au déclin, à la dictature et au néocolonialisme. Nous avons le devoir de faire pousser des plantes d'équité sociale dans chaque département géographique, chaque ville, chaque bourg, chaque village… de la République d'Haïti.

Nous mourrons ou nous vivrons!

Je suis arrivé à un endroit où il m'est absolument difficile de faire marche arrière. « Le vin est tiré, je dois le boire…» Nous reverrons-nous un jour? J'en garde un mince espoir… Il n'y a aucune fatalité dans ma façon de répondre à ma propre question. C'est que l'enfant se présente mal. Et il y a des risques évidents pour la mère. Par conséquent, que ce soit par voie naturelle ou par césarienne, il doit nécessairement et absolument naître.

Adieu mon frère!
Démétrius

* * *

La teneur de la précieuse correspondance m'a bouleversé. La pluie abondante tambourinait sur les carreaux vitreux des fenêtres de la maison vieille de cent ans, enterrée sous les brumes et les brouillards épais. La nature pleurait en même temps que mes yeux à demi-aveuglés par les larmes intarissables dont les branches, comme des affluents greffés sur le *fleuve Artibonite*, sectionnaient mes joues grisées d'affliction. Je savais maintenant ce qu'il était advenu de ce brillant jeune patriote que le hasard avait placé sur mon chemin. Grâce aux révélations tardives de l'octogénaire, je pouvais coller un nom sur ce visage préoccupé, cette voix claire qui hantait incessamment mes nuits insomniaques et nostalgiques… Ma rencontre avec Démétrius a été déterminante, ne serait-ce que pour la formation précoce de ma *conscience de classe* et la solidification graduelle de ma *conviction sociale* et *politique*. Je me souviens toujours de ses dernières paroles, surtout lorsque, le cœur palpitant et souffrant, je serpente à l'aube des jours macabres dans les tripes de la pauvreté ignoble qui assassine et avilit mon pays. Il ajoutait une fois sur cette poignée de main ferme, solide et sincère qui scellait et clôturait nos échanges fructueux:

« **Il faut défendre ses idées jusqu'à la mort. Si elles sont justes, porteuses d'espoir et de bien-être pour l'humanité, il ne faut pas avoir peur de les partager avec tous ceux qui croient comme nous en l'émergence d'une vie meilleure, affranchie, totalement libérée de la domination du mal**… »

Che Guevara avait dit avant lui: « ***Il faut savoir mourir pour sa vérité***. » Je l›ai appris bien plus tard dans une ville glaciale de l'*Amérique du Nord*. Ce soir de grandes tribulations des peuples encore et toujours exploités, je dédie à l'inconnu de *Mer Frappée* ces vers de *Jean de La Fontaine* sur la mort:

« La mort avait raison. Je
voudrais qu›à cet âge
On sortit de la vie ainsi que
d'un banquet,
Remerciant son hôte, et qu'on
fit son paquet;
Car de combien peut-on retarder le
voyage?
Tu murmures, vieillard! Vois ces
jeunes mourir,
Vois-les marcher, vois-les courir
À des morts, il est vrai,
glorieuses et belles,
Mais sûres cependant, et
quelquefois cruelles… »

Les années passent. Longtemps déjà, j'ai quitté la peau de l'adolescent confiant qui regardait le monde avec ses yeux rêveurs. J'ai remarqué avec tristesse que les mots utilisés encore aujourd'hui pour qualifier Haïti et son peuple n'ont pas changé depuis *212 ans* au niveau des cinq continents : *analphabétisme*, *pauvreté*, *dictature*, *néocolonisation*, *exploitation*, *prostitution*, épidémie, résignation, *antipatriotisme, vol, pillage*… Dans l'île au destin tourmenté, les poètes indigènes semblent hériter de leurs « *dieux* » l'art d'écrire sur la *mort* et la *déchéance de l'être*, plutôt que sur la *vie* et l'émancipation de l'être. Seulement, il y a toujours dans l'existence d'un *peuple combatif* une dernière rivière de turbulences à traverser – *même à gué* – avant qu'il voie cesser ses *misères*, ses *humiliations* et ses *souffrances*.

En aucun cas, le *24 janvier 2016* ne doit être pour les *Haïtiennes* et les *Haïtiens* le nouveau « *spectacle de la honte et de la bêtise* », tel qu'il est conceptualisé par les *ségrégationnistes* du *Core Group*, les écervelés du *PHTK* et le *majordome principal* du *Conseil électoral provisoire*.

Robert Lodimus

Suite de la page (3)

position, mais une réalité constitutionnelle et politique que le chef de l'Etat doit impérativement appliquer à lui-même s'il veut sauver le pays d'une énième humiliation étrangère. Bien sûr, le Président a peur que cette échéance arrive sans qu'il n'y ait un Président élu. Bien sûr, il ne sait pas ce qui pourrait arriver au cas où il laisserait le Palais national sans passer les clés à quelqu'un légitimement ou légalement accepté par la population. D'où son feu vert au Président du CEP, Pierre-Louis Opont, pour l'organisation du scrutin du 24 janvier qui se traduirait bien évidemment par un « Plébiscite» en faveur du candidat Jovenel Moïse. Dans la mesure où il n'y aura qu'un seul postulant au second tour, Jude Célestin, malin qu'il est, comprend qu'il n'a aucune chance de l'emporter, si les élections se tiennent dans les conditions que l'on sait et surtout sous la houlette de cet organisme électoral. La peur, elle est aussi pour l'ensemble des Conseillers électoraux, dont certains commencent à quitter le navire ou à prendre leur distance à l'exemple de la Conseillère Yolette Mengual, Secteur femme, Jaccéus Joseph, Droits humains, Ricardo Augustin, Eglise catholique, et le dernier en date, celui de l'Eglise protestante, Vijonet Déméro, etc.

Ils ont peur, les membres du CEP, de ce qui pourrait se passer pour eux après que tout l'édifice s'effondre sans pour autant accomplir la mission que leur avait confiée le pays à travers les Secteurs qu'ils représentent au sein de l'organisme électoral. Leur sort pourrait être autrement que celui de leurs prédécesseurs entre autres, Gaillot Dorsainvil, le tristement célèbre Président du CEP de 2010 qui se balade aujourd'hui en bermuda à travers les rues de Port-au-Prince. Comment oseront-ils organiser un scrutin qualifié déjà de « Référendum » par l'ensemble de la collectivité nationale alors qu'il s'agit d'une élection présidentielle devant permettre le remplacement du chef de l'Etat sortant? Ils sont conscients que si l'on est arrivé à ce stade critique, leur agissement, leur incompétence et leur gloutonnerie vis-à-vis de l'argent ont sans aucun doute permis toutes les dérives qu'on leur reproche.

Transformer un long processus électoral en une banale opération d'approbation d'un candidat unique comme résultat, ce n'est point à leur honneur et ce n'était nullement l'objectif que le pays attendait d'eux. Bref, impossible donc de réaliser un « Référendum » à la place d'un scrutin présidentiel sans qu'il n'y ait des conséquences pour leur avenir et leur carrière. Même sur le plan moral et familial, cette affaire d'élection-référendaire commence à faire des dégâts. Le cas le plus significatif est sans conteste la prise de position publique de la journaliste Marie Lucie Bonhomme Opont sur radio Vision 2000. L'affaire est publique, on peut donc l'invoquer ici dans cette chronique. Marie-Lucie Bonhomme Opont n'est autre que l'épouse du Président du CEP, Pierre-Louis Opont. Ça faisait des mois qu'elle s'était abstenue de commenter l'actualité politique et elle s'était mise en retrait des médias pour ne pas contrarier le travail de son mari et pour ne pas être en porte-à-faux avec elle-même.

Mais, vu l'ampleur de la situation et la tournure que prend cette affaire du second tour présidentiel, elle est sortie de son silence pour dire tout le mal

suite à la page(18)

continued from page (7)

en panne de figures emblématiques pouvant honorer dignement la mémoire des héros de 1804 et continuer vaillamment et sans relâche leur œuvre émancipatrice.

De plus, les individus qui sont préposés à des fonctions ou qui se trouvent dans des positions requérant la mise en œuvre des notions cardinales du leadership se font signaler par leur capacité à décevoir. Ils ne privilégient que leurs intérêts personnels, claniques ou catégoriels au détriment de l'intérêt collectif. Ils n'ont pas la grandeur d'âme nécessaire de se dépasser et de rester au dessus de la mêlée. Ils sont incapables de transcender et n'arrivent pas à s'ériger en modèles d'hommes honnêtes, intègres et responsables. Il n'y a pas une vision novatrice et innovante dans le pays. Le rêve haïtien n'existe plus. Il n'y a pas de leaders qui arrivent à redonner de l'espoir aux haïtiens. Haïti souffre d'une carence de leaders crédibles et patriotes. Ceux et celles qui se désignent ou s'improvisent leaders n'inspirent pas de confiance. Cette situation alarmante qui entraine une crise de gouvernance, explique que le pays est en panne de véritables hommes et femmes d'Etat. Cette crise de leadership est un sérieux indicateur de notre délabrement sociétal et de notre effondrement étatique. Par ailleurs, cette dynamique de descente aux enfers s'est également accélérée par une grave crise institutionnelle.

3- Crise institutionnelle

Le délitement étatique et la désagrégation sociétale auxquels l'on assiste actuellement en Haïti sont fonction d'une grande catastrophe qui ravage de plein fouet les institutions les plus fondamentales du pays. En effet, la famille, cellule de base de la société, s'est fragilisée. Elle n'arrive pas à inculquer aux enfants l'éducation nécessaire à une socialisation acceptable. Elle semble ne plus pouvoir jouer le rôle de cadre naturel pour assurer le bonheur des enfants. Beaucoup de parents ont failli à leurs responsabilités et ne constituent plus une référence, un modèle pour leurs progénitures. Ils n'investissent pas beaucoup de temps dans la consolidation de l'institution familiale. Il est important de souligner que de nombreux cas de divorce éclatent fortement cette institution combien prestigieuse avec des conséquences peu favorables aux enfants.

Ensuite, l'église, grand conservatoire de la moralité et institution dont le rôle est prépondérant dans l'intériorisation des valeurs cardinales de la société, est terriblement secouée par des graves problèmes. Les églises protestantes pullulent dans un désordre généralisé dans le pays avec, le plus souvent, des pasteurs peu formés et non appelés. Des responsables d'églises sont l'objet d'accusations graves qui ne servent qu'à éclabousser le protestantisme haïtien. Le secteur a été balkanisé lors des dernières élections avec la participation de plusieurs candidats à la présidence qui disaient être envoyés de Dieu et qui avaient misé leurs élections sur le vote des chrétiens protestants. De son coté, le secteur du vaudou a frôlé un éclatement sanglant après la mort de Max Beauvoir. Certains groupes de vodouisants réclamaient à cor et à cri la direction du secteur et s'étaient livrés à des échanges publics très musclés qui, en tout cas, ont écorné son image. Quant à l'église catholique, réputée pour être très conservatrice, il faut dire les comportements de certains prélats ne font que prêter le flanc à la déchéance morale qui ronge le pays.

En outre, l'instruction haïtienne, d'une manière générale, n'arrive pas à former des citoyens et des citoyennes patriotes, responsables et prêts à se sacrifier pour le pays. L'école haïtienne, traversée par des réalités dichotomiques voire plurielles, accuse des lacunes graves et a failli dans la mission de préparer l'homme et la femme d'aujourd'hui, le citoyen de la République et l'adulte de demain. Echouée dans son rôle de vecteur de transformation sociale, l'école haïtienne n'arrive pas à combler les inégalités qui, au contraire, se renforcent et se perpétuent au sein d'une société en pleine dégénérescence. Elle n'arrive non plus à créer ce qu'on appelle le lien social, utile à l'harmonie de la société.

De leurs cotés, les institutions publiques et même privées fonctionnent de manière non adaptée et certaines sont carrément dysfonctionnelles. Elles n'arrivent pas à satisfaire suffisamment les besoins vitaux de la population. Les nombreuses tracasseries administratives ont pour effet de décourager les administrés. Les services publics sont défectueux, délabrés. Les institutions publiques, instrument de matérialisation des politiques publiques, n'incarnent pas toujours, dans leur fonctionnement, le sens de l'intérêt collectif. Considérées comme de véritables vaches à lait, des espaces juteux, elles sont assez souvent emportées par l'ouragan de l'immoralité et de la corruption. Les institutions publiques sont souvent victimes d'une conception personnalisée et étriquée de l'Etat. Certains administrateurs pensent pouvoir diriger les institutions selon leurs propres caprices, leurs bonnes ou mauvaises humeurs et en dehors des normes. Le laisser faire, le laisser aller, l'absence de patriotisme administratif, l'absence de conscience professionnelle, le paternalisme, le clientélisme, le manque de formation, sont entre autres, des fléaux qui rongent le fonctionnement de certaines institutions publiques haïtiennes et qui entraînent une crise institutionnelle dans un pays où la justice administrative peine à fonctionner.

La crise institutionnelle à laquelle nous assistons dans le pays est l'une des expressions de l'effondrement de l'Etat haïtien qui n'arrive pas à répondre aux besoins les plus fondamentaux de la population. Néanmoins, la crise politique et socio-économique contribue à attester sans ambigüités le délitement étatique et la désagrégation sociétale en Haïti.



La pauvreté et la pauvreté extrême s'installent partout à travers le pays, qui fait face à un grand malaise social

4- Crise politique et socio-économique

Les domaines politique et socio-économique sont des grands indicateurs du drame étatique et sociétal d'Haïti. En effet, avec l'adoption de la constitution de 1987, Haïti a fait choix d'un régime politique basé sur la démocratie avec une séparation des pouvoirs qui fait du Parlement une hyper puissance. Cependant, 30 ans après, le pays patauge dans une instabilité chronique. Des institutions républicaines indispensables au fonctionnement régulier du pays ne sont pas mises en place. Les élections ne se tiennent pas dans des intervalles réguliers et celles qui se sont organisées au cours de la période conduisent le pays dans des crises permanentes. Les normes fixées par la Constitution ne sont pas respectées. Les acteurs politiques n'ont pas le courage patriotique de transcender. Ils veulent de la démocratie sas vouloir être des démocrates. Ils n'acceptent pas les idées contraires. Il n'y a pas une pensée politique dans le pays. Les partis politiques n'ont pas de vision clairement définie. Ils ne sont idéologiquement ni à gauche ni à droite ; mais adoptent des positions en fonction des intérêts dictés par la conjoncture. Les structures politiques n'ont pas de véritables programmes qui sont à même de transformer les besoins des citoyens en politiques publiques. En Haïti, la politique est réticente à l'idée d'être encadrée par le droit. Elle devient un métier servant à l'enrichissement personnel et non à assurer le bien-être de la population. La crise politique en Haïti est telle que la Communauté internationale s'érige, par immixtion brutale ou par sollicitation solennelle, en un acteur majeur dans la détermination des choses en la matière ; bien que les acteurs politiques haïtiens sachent que les pays étranger ne défendent que leurs intérêts en Haïti.

Par ailleurs, il importe de noter que l'instabilité politique a des répercussions sur tous les domaines de la vie nationale et, en particulier, sur le plan socio-économique. En effet, la population haïtienne vit dans la misère. Certains ménages peinent à manger une seule fois par jour. La pauvreté et la pauvreté extrême s'installent partout à travers le pays, qui fait face à un grand malaise social. L'haïtien gère précairement son quotidien. Le chômage et le chômage déguisé battent leur plein en Haïti. La vie chère frappe un nombre de plus en plus grand de personnes dans toutes les catégories sociales. Ceux qui travaillent sont prisonniers d'un salaire qui ne garantit pas le minimum vital. Le pays ne peut pas nourrir ses fils et ses filles. Le ventre d'Haïti dépend de l'étranger. En outre, le pays semble ne pas avoir une politique économique. La monnaie nationale est en chute continue. La balance commerciale d'Haïti est déficitaire avec tous les pays avec lesquels elle entretient des relations commerciales. Les recettes fiscales et douanières perçues sont en deçà des prévisions établies. La corruption et la contrebande défient les directives étatiques.

Cette crise politique et socio-économique est un indicateur majeur de l'effondrement étatique et de la déliquescence sociétale que l'on observe dans le pays. Cette situation scabreuse se complexifie par une crise environnementale sans précédent.

5- Crise environnementale

Si l'histoire de l'humanité rapporte que certains peuples comme ceux de l'Ile de Pâques du Pacifique, les Vikings du Groenland, les Anasazis du Sud-ouest des Etats-Unis, les Polynésiens des Iles Pitcairn et les Mayas d'Amérique Centrale se sont effondrés sous le poids d'une dégradation environnementale accélérée, la crise environnementale qui s'abat sur Haïti doit être prise en considération dans la dynamique de l'effondrement étatique et de la déliquescence sociétale du pays. En effet, la couverture forestière et végétale du pays recule de manière systématique. Les sols se dégradent, s'érodent. Les microclimats se transforment. La coupe des arbres et les méthodes de la mise en valeur des espaces agricoles conduisent à l'érosion, qui entraine la perte de la couche de la terre arabe et la diminution de la capacité productive des sols. La misère infernale qui s'installe dans les campagnes haïtiennes et les mauvaises conditions de vie poussent les gens à s'arcbouter dans les villes. L'exode rural devient la seule échappatoire, la seule alternative à la misère collective. Les espaces urbains sont traversés d'une double dynamique spatiale et démographique. Avec environ trois millions d'individus, la zone Métropolitaine de Port-au-Prince, véritable réceptacle de toutes les misères d'Haïti, devient l'eldorado de facto de toutes les provinces haïtiennes.

Le territoire de la République d'Haïti est d'une extrême vulnérabilité face aux phénomènes géodynamiques et hydro climatiques. Cette fragilité s'exprime dans toute sa nudité lors du passage des différents cyclones qui se sont abattus sur le pays ayant provoqué des dégâts énormes. Le tremblement de terre du 12 janvier 2010 a mis à nue la vulnérabilité structurelle de Port-au-Prince et du pays en général. Les constructions édifiées ne respectent pas les règles élémentaires de bonne construction. Les bidonvilles, parsemés d'habitats précaires et spontanés, se foisonnent dans un rythme effarant. Le territoire n'est pas rationnellement aménagé. Les villes ne sont l'objet d'aucune planification. Tout se fait dans le désordre total. Les lois sur l'urbanisation restent des lettres mortes et des vœux pieux ; alors que le processus d'occupation désordonné de l'espace s'accélère au su et au vu de tous. Cette situation permet de palper, de toucher l'effondrement étatique et la déliquescence sociétale auxquels Haïti est en butte.

Conclusion

Conscient de n'avoir pas tout pris en compte, convaincu de n'avoir pas développé tous les aspects des problèmes que j'ai abordés, l'objectif dont je me suis fixé a été d'alerter la conscience collective sur la menace qui plane sur notre pays : celle de l'effondrement étatique et de la déliquescence sociétale qui se manifestent par une crise de citoyenneté, une crise de leadership, une crise institutionnelle, une crise politique et socio-économique et une crise environnementale, ainsi des éléments interagissant les uns avec les autres. Cette situation de déliquescence et d'effondrement vient du fait que les haïtiens ont fini par saper les bases mêmes de leurs activités de survie. Ils n'arrivent plus à administrer des réponses aux problèmes structurels et globaux. Dans ce cas, Haïti s'effondre et la société se désagrège parce que les haïtiens échouent à relever les défis de leur temps.

Pour remédier à cet effondrement étatique et cette déliquescence sociétale, il faudrait mettre en œuvre des approches transversales et des réponses globales car les enjeux sont globaux. Ces solutions devraient inclure une réforme éducative avec pour objectif de former une nouvelle génération de citoyens haïtiens actifs, responsables, engagés, honnêtes et soucieux du bien être collectif. Des cours de civisme et d'éducation à la citoyenneté doivent être dispensés dans les établissements scolaires, les universités, les écoles professionnelles et les centres de formation. En outre, il faudrait restaurer l'autorité de l'Etat en prenant en compte la nécessité d'une réforme institutionnelle en profondeur. Il conviendrait de protéger l'autorité de la constitution et de la hiérarchie des normes par la mise en place du Conseil Constitutionnel. La création de véritables écoles spécialisées dans diverses disciplines, notamment dans les domaines des sciences politiques et du leadership, se révèle un impératif catégorique car elles permettront d'aborder les problèmes de manière scientifique. La restauration de l'autorité de l'Etat passera par la revitalisation des partis politiques qui doivent avoir une vision claire et des programmes adaptés et réalistes. La reviviscence du cadre étatique devra aboutir à la mise en place d'un véritable Etat de droit qui créera les conditions de stabilité politique, de progrès socio-économique et de restauration environnementale.

Louino VOLCY,
Normalien Supérieur, Juriste
et Coordonateur-Général Adjoint
de Jeunes Solidaires-Haïti.

Syrie : Offensive de l'EI, au moins 135 morts et 400 civils enlevés

Par Alexandre Rousset


Des combattants de l'Etat Islamique

L'organisation Etat islamique a mené samedi une offensive sur la ville de Deir Ezzor en Syrie. Les djihadistes ont enlevé au moins 400 civils et tué plus de 135 personnes. Ils contrôleraient plus de la moitié de la ville.

C'est peut être l'une des offensives les plus meurtrières de l'organisation Etat islamique. Samedi, le groupe djihadiste a mené une attaque contre le ville de Deir Ezzor, à l'est de la Syrie. Selon l'Observatoire Syrien des droits de l'Homme (OSDH), au moins 400 civils, dont des femmes et des enfants, ont été enlevés par l'EI. L'ONG annonce également la mort d'au moins 135 personnes tandis que l'agence de presse officielle syrienne Sanaa évoque plus de 300 morts. « Après son assaut samedi sur la ville de Deir Ezzor, l'EI a enlevé au moins 400 civils dans sa banlieue d'Al-Bgheliyeh, dont il a pris le contrôle, et dans d'autres régions situées à proximité », a déclaré à l'AFP le directeur de l'Observatoire Syrien des droits de l'homme, Abdel Rahmane.

Parmi les personnes enlevées, toutes de confession musulmane sunnite comme l'EI, «figurent des femmes, des enfants, des familles ainsi que des combattants pro-régime», a-t-il précisé. Elles ont été emmenées vers d'autres régions sous contrôle des djihadistes dans l'ouest de la province du même nom ainsi que dans la province voisine de Raqa, a ajouté le chef de l'OSDH.

Réplique de l'aviation russe

L'EI a notamment pris le contrôle du quartier d'Al-Bgheliyeh, au nord-est de la ville. Ils y ont tué au moins 85 civils et 50 combattants prorégime, la plupart exécutés, selon l'OSDH, qui estime que les djihadistes détiennent désormais 60% de la ville.

Dimanche matin, des combats intermittents opposaient les forces du régime à l'EI dans le nord-ouest de la ville, alors que la banlieue d'Al-Bgheliyeh a été la cible de raids aériens nocturnes de l›aviation de la Russie, alliée du régime, selon l›OSDH.

Le JDD 17 janvier 2016

Taïwan : Tsai Ing-Wen, première femme présidente!

Élue triomphalement samedi, avec plus de 56 % des voix, la première femme présidente de Taïwan permet à l›opposition démocratique d›accéder au pouvoir pour la deuxième fois depuis la fin de la dictature du Kuomintang, en 1988. Elle devra veiller à conforter une prise de distance avec la Chine sans braquer Pékin.

Un symbole de la méritocratie

Tsai Ing-wen est le symbole même de la méritocratie et de la persévérance. N'avait-t-elle pas dit, il y a quatre ans, lors de son échec face à son adversaire du Kuomintang, que la prochaine fois serait la bonne, que c'étaient «les derniers mètres» les plus durs? À 59 ans, Madame Tsai peut être fière du chemin accompli. Dernier enfant d'une fratrie de onze, élevée par un père garagiste marié quatre fois, élève du système public avant d'étudier dans les meilleures facultés anglo-saxonnes, elle a été amenée à négocier l'entrée de Taïwan dans l'Organisation mondiale du commerce puis, dans le premier gouvernement mené par le Democratic Progressive Party, à négocier les relations de l'ex-Formose nationaliste avec la Chine communiste. En autorisant les premières navettes maritimes entre l'île et le «continent», en inaugurant les premiers vols commerciaux entre Taipei et Pékin, en rendant légaux les investissements financiers des entreprises taïwanaises en Chine, Tsai Ing-wen a toujours veillé à ce que la relation avec l'ancien frère ennemi héritée de Tchang Kaï-chek ne soit ni soumise ni agressive.

Et il y a de fortes chances pour que ce statu quo perdure sous sa présidence. Elle a bien pris garde, au cours de sa campagne, de ne jamais prononcer le mot qui fâche, «indépendance», tout en promettant que la relation qu'elle bâtirait avec la Chine de Xi Jinping serait «cohérente, prévisible et durable» à condition que l'autonomie et le caractère démocratique de Taïwan soient respectés.


Tsai Ing-Wen, la candidate du Democratic Progressive Party, a été élue samedi à la présidence de Taïwan.

Le Journal du Dimanche 17 janvier 2016

Burkina Faso :
« attaque terroriste » 30 morts



La façade de l'hôtel Splendid à Ouagadougou


Leïla Alaoui

Vendredi dans la capitale du Burkina Faso, « six individus ont ouvert le feu sur le café Cappuccino (...) avant de se réfugier dans l'hôtel Splendid », a relaté le chef du gouvernement. « Des six agresseurs, trois ont été tués et trois sont encore recherchés », a-t-il ajouté.

L'attaque terroriste a été revendiquée par le groupe de l'Algérien Mokhtar Belmokhtar, affilié à Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi). Elle a fait 30 morts, dont trois Français et un Portugais vivant depuis longtemps en France. La 30e et dernière victime est décédée lundi soir : il s'agit de la photographe franco-marocaine Leïla Alaoui. Un groupe de trois à cinq hommes a ouvert le feu vendredi soir sur le Splendid, un des principaux hôtels du centre de Ouagadougou prisé par les Occidentaux et sur le restaurant Le Cappuccino, situé en face.

Le JDD 19 janvier 2016

continued from page (15)

qu'elle pense et surtout halte-là à l'institution que son mari de président dirige et qui, selon elle, risque de conduire le pays dans une guerre civile. Cette lettre lue sur les ondes de la radio où elle exerce son métier finit par mettre en lumière le drame et le psychodrame que sème ce processus électoral au sein des familles haïtiennes toutes entières. Même l'épouse du Président du Conseil Electoral Provisoire craint que si l'organisme électoral continue sur cette lancée cela finira en catastrophe pour le pays, en quelque sorte pour tout le monde. La peur est donc partout. Un « Référendum » en guise d'élection pour valider la prise du pouvoir de Jovenel Moïse du PHTK devient donc inadmissible. Mais que pense l'opposition de tout cela ?

Est-ce du pain béni pour elle ? Pas sûr. Dans la mesure où cette situation devrait la pousser à radicaliser sa position vis-à-vis du pouvoir, du CEP et de la Communauté internationale qui, avec raison, est aussi responsable de la détérioration de la situation que les acteurs haïtiens. Or, dire radicalisation des positions, c'est prendre le risque de perdre le contrôle de la situation et de livrer clé en main le conflit aux radicaux. On a entendu les lieutenants du candidat de LAPEH, Jude Célestin, sur les médias. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'ils ne se réjouissent pas du tout de la situation. Finalement, eux non plus ne savent pas ce qui arrivera le 24 janvier, le jour de cette élection qui, forcément, va se transformer par un vote d'approbation en faveur du candidat du pouvoir.

Jude Célestin, ayant refusé de participer à ce qu'il considère comme une mascarade, a bien confirmé qu'il ne prendra pas part à ce qui est aux yeux de tous un « Référendum ». D'ailleurs, il est fort probable qu'il ne soit pas dans le pays le jour du scrutin selon les rumeurs qui circulent dans la capitale haïtienne. Dire que l'opposition n'a pas peur, c'est surestimer sa force face à une multitude de données qu'elle ne maitrise guère. En fait, cette élection est plus problématique qu'elle n'y paraît. Le pouvoir est conscient qu'il joue sa dernière carte. Au Palais national on joue pratiquement à la Roulette russe. On sait que tout est possible soit on a la vie sauve, soit on prend une balle au cœur. Alors ils appuient sur la gâchette avec l'espoir que la chance jouera en leur faveur et que le hasard fera le reste. Mais ils savent aussi que tout peut basculer sans connaître la fin de l'histoire.

Quant à la Communauté internationale qui, certainement, ne sortirait pas perdante, elle trouverait certainement la bonne parade pour sortir comme toujours par une girouette. Mais vu que Jude Célestin s'est officiellement retiré de la course quelques jours avant le scrutin, va-t-elle laisser poursuivre le processus du second tour alors qu'elle n'a aucun alibi maintenant pour couvrir ou valider un scrutin à candidature unique? Quel scénario prépare-t-elle pour le jour de cette élection et pour l'après jour-J, voire l'après Martelly ? Bien des interrogations qui ne prendront pas de temps pour apporter les réponses. Car le 24 janvier c'est dans 4 jours et le 7 février est dans moins de deux semaines. Immanquablement, pour ces deux dates, il devrait se passer quelque chose. Quoi ? Personne ne sait. Le peuple répondra-t-il à l'appel du chef de l'Etat pour se rendre aux urnes ? Sachant en son âme et conscience qu'il s'agit d'élire Jovenel Moïse, candidat quasi unique pour le second tour de la présidence. Puisque nous sommes dans des interrogations, poussons la logique jusqu'au bout. Et si c'est cette ultime démarche qu'attend la Communauté internationale pour enfin dévoiler sa stratégie finale pour Haïti ? Tout est possible.

Car on n'ose pas croire que les « amis » d'Haïti restent les bras croisés si longtemps encore pendant que toutes les institutions du pays risquent de se paralyser s'il n'y a pas une décision claire, légale ou légitime en vue de combler le poste de Président de la République le jour du départ du futur ex-Président Michel Martelly. Ce d'autant plus que, aujourd'hui toutes les conditions sont réunies pour qu'il y ait un vrai blocage du système avec le retour d'un Parlement issu de la même élection contestée par l'opposition. Pour ne rien arranger, si la Chambre des députés a constitué un Bureau composé d'éléments proches du Palais national avec le député d'Ennery, Cholzer Chancy comme Président, pour le Sénat c'est totalement différent. En effet, c'est le sénateur des Nippes, Jocelerme Privert, qui s'est emparé de la présidence de cette noble institution. Il n'est entouré que de sénateurs d'opposition ou du moins qui ne portent pas dans leur cœur le Président Martelly.

Youri Latortue du AAA, allié du pouvoir, candidat dans un premier temps a dû battre en retraite devant l'évidence. Du coup, le Sénat de la République devient un autre bastion de l'opposition face au Président Martelly qui, le moins que l'on puisse dire, va très mal terminer son quinquennat déjà commencé sur fond de violences électorales. En tout cas, avec des démissions en cascades au sein du Conseil Electoral Provisoire, on voit qu'il devient de plus en plus difficile pour le Président Pierre-Louis Opont de maintenir son « Plébiscite » du dimanche 24 janvier 2016. Il y arrivera, à condition qu'il soit porté par des forces invisibles et puissantes de toutes origines et de toutes natures. Sinon point de salut.

C.C

continued from page (3)

pays tout entier et d'une façon toute particulière les auditeurs et auditrices. Une journaliste répondant au nom de Marie Lucie Bonhomme Opont « Perfide » venait de réveiller la population haïtienne de sa voix de *limena gran chire*. Marie Lucie parvenant à dissuader son bonhomme Opont Pierre Louis de se défaire de son poste de président du KEPHTK, a utilisé la voie des ondes pour faire part à l'opinion publique de ses déconvenues indigestes. *Kòm manmzèl maton anpil nan bay manti, ou pa ka konn si se vre.*

KNVA dans la tourmente

L'élection de Zamor Alcénat au titre d'Ati Nasyonal avait donné naissance à une véritable bataille rangée entre deux fractions de la même confrérie tèt kale pour le contrôle absolu du secteur Vodou. Depuis belle lurette la manbo Euvonie Auguste et le houngan Augustin Saint Cloud, *de Ati pwovizwa tèt kale*, s'entre déchiraient pour avoir le privilège de bénéficier des faveurs de la primature. *Se yon lajan ki te bay pou lantèman Ati Bovwa (2 milyon goud konsa) ki lotè tout eskonbrit sa a yo.*

Au cours de la journée du mercredi 13 janvier la branche fidèle au houngan Saint Cloud a convoqué la presse pour présenter au public *yon marasa 3 Ati* pour un mandat de sept ans. La chanteuse Carole Desmesmins, les houngan Saint Cloud et Mathieu ainsi connu constituent ce trio d'Ati Nasyonal *fèk kale. Gwoup Evoni a debake nan Alvarès Resto. Yon gwo eskonbrit pete. Ougan ak manbo pran anpil kout chèz. Anpil joure anpil kout chèz.*

Menm lwa a yo pran bòt. Youn nan Ati yo, Manbo Carole Desmesmins pat neglije kase met nan men Kplim li akize ki nan konplo ak manbo Evoni pou kraze KNVA. « Je me permets de dénoncer sans commune mesure le premier ministre Evans Paul qui joue d'une façon impeccable le vilain rôle de général en chef de division. En tant qu'émanation du Vodou Evans Paul ne devrait pas profiter de sa position pour contribuer à diviser les serviteurs pour mieux avoir un contrôle absolu sur le Vodou ». En ces termes l'Ati Nasyonal trinitaire Carole Desmesmins a dénoncé Kplim.

Les églises au secours du KEPHTK

A date le cardinal Chilbly Langlois a tout tenté pour accorder la bénédiction aux dérives impardonnables de Miki. Enfin son représentant, le larron gauche Ricardo Augustin après s'être copieusement enrichi s'est résigné à remettre sa démission, mais sans restituer les fortes sommes extorquées aux candidats malheureux. Suite à des rumeurs tour à tour démenties, la nouvelle de la démission du KEPHTK d'un certain Vijonet Déméro s'est enfin confirmée. En dépit de tant d'accusations de corruption les unes plus condamnables que les autres, les complices de ce représentant du secteur protestant estiment que cette démission est bizarre.

Attirés comme à leur accoutumée par les lustres qu'offrent les espèces sonnantes et trébuchantes, d'autres pasteurs se sont empressés d'accourir dans les couloirs du palais national pour désigner un nouveau représentant au KEP malheureusement, tellement décrié par l'ensemble de la population haïtienne. Un pasteur du nom de Jacques N. Janvier en apparence cultivant un minimum de décence s'est déclaré tomber des nues en apprenant les combines entreprises par ses collègues osant même signer en son nom sans son assentiment.

« J'étais dans la ville du Cap quand un pasteur m'appelle pour me faire savoir que mon nom figure sur une liste appuyant la désignation d'un certain « pasteur » Métédieu Lucien en remplacement de Vijonet Déméro qui s'est couvert d'avanies. J'informe que les principes que je cultive m'interdisent de me vautrer dans la boue immonde de la corruption ». Ainsi s'est exclamé le pasteur Jacques N. Janvier. *Sanble se pa tout ki gen nanm pouri* !!!

Selon toute vraisemblance Jacques N. Janvier serait l'un de ces rares bergers qui encouragent les miséreux à vivoter dans la gêne pour mériter le paradis à refuser pour une fois manger le *kaka chwal nan resepsyon kay* kòmè l koukou. Selon ce qu'il a fait savoir il serait déterminé à combattre ce mal incurable appelé l'argent et qui constitue la hantise de tout le monde. Selon le pasteur Janvier même ceux qui prétendent qu'il est plus facile pour un chameau de passer par le trou d'une aiguille que pour un homme riche de rentrer au paradis. *Pito tchuipe vèsè sa devan gwo mago.*

Fidèl potestan an yo, men non pastè abolotcho koken yo ki pran gwo kòb nan men Miki pou lonmen yon lòt pastè anbachal nan KEPHTK Opon Kore Gwoup la. Se Frantz Grégoire, Joel Lovel, Casimir Camille, Elysée Fritzne, Estécoeur Olicin. *Mezanmi men non pastè ki gen pou l touche plis pase 240,000.00 pyas nan fè magouy pou Miki ak Kplim nan KEP la. Misye rele Metedieu Lucien. Dapre sa k ap pale tout kote misye se ta ti frè papa Bondye. Depi n bezwen lajan al sou do pye misye*

Personnage de la semaine

Dr. Anthony Archer l'unique !



Anthony Archer

Par Lesly Eustache

Comme nous l'avions annoncé la semaine dernière, nous avons choisi cet espace pour rendre hommage à ceux qui, d'une façon ou d'une autre, se sont distingués dans notre communauté.

Propriétaire d'un centre appelé Herbs Work Vitamins & Wellness Center, originaire de Port au prince, Anthony Archer a émigré aux Etats Unis depuis de nombreuses années. Il a fait ses études professionnelles à Trinity College of Natural Health dans l'Etat de l'Indiana où il a obtenu sa License en médecine naturopathique.

Depuis 1996, il s'est mis au service de la communauté de New York., Dr. Archer a fait ses preuves dans la pratique de la médecine naturelle. Son approche médicale est basée sur un principe selon lequel, le corps humain est conçu pour se guérir. Par conséquent, il aborde les problèmes de santé en faisant des recommandations pour des produits à base de plante qui peuvent stimuler ou renforcer le système immunitaire.

Par ailleurs, il offre à la communauté deux cours hebdomadaires gratuits sur la santé, l'un en créole et l'autre en anglais. Il présente également deux émissions de radio par semaine à Brooklyn ; l'une sur Radio Solèy et l'autre sur Radio Endepandans toujours dans l'ultime but d'éduquer le public sur les mesures nutritives qu'il peut prendre soit pour se maintenir en santé soit pour éviter des complications médicales.

Ainsi, nous tenons à le remercier, au nom de la communauté, et à lui souhaiter du succès continu dans son entreprise.

Suite de la page (20)

et de réaliser une tournée nationale avec l'idée d'offrir des spectacles dans les coins les plus reculés de la campagne cubaine. Fidèle à la philosophie sociale de la Révolution cubaine, la culture va vers le citoyen. Il en est de même pour l'éducation et la santé. Ainsi, c'est l'école qui va vers l'élève et le docteur qui va vers le patient. C'est pour cela qu'il y a des salles de classe dans les zones les plus éloignées du pays avec parfois un seul élève et un dispensaire pour une seule famille.

En 1995, *La Colmenita* participe au Festival national de la chanson infantile *Cantándole al Sol*, créé par l'Organisation des pionniers José Martí, qui permet de déceler les meilleurs talents de la nation.

La popularité de *la Colmenita* lui permet d'intégrer le Ministère de la Culture en 1998 et débutent alors les premières représentations internationales, avec un voyage initiatique en Haïti, berceau des révolutions latino-américaines. Cette même année, les enfants de *La Colmenita* décident de construire un pont culturel avec les Etats-Unis afin de montrer l'exemple aux adultes, et inaugurent leur premier spectacle en anglais lors de la Première rencontre Cuba/Etats-Unis à l'Institut cubain d'amitié avec les peuples. En 2005, la troupe théâtrale acquiert une renommée mondiale avec la sortie du film *Viva Cuba*, qui a reçu plus d'une vingtaine de distinctions dont le Grand Prix du Festival de Cannes. Aujourd'hui, *La Colmenita* est Ambassadrice de bonne volonté de l'UNICEF.

A la fin des années 1990, les ateliers de *La Colmenita* se multiplient à travers le pays et accueillent tous les enfants, sans aucune distinction, y compris les handicapés physiques ou moteurs. En 2001, les *Colmenitas* de tout le



Carlos Alberto Cremata

territoire national réalisent une représentation historique Place de la Révolution à La Havane devant plus d'un million de personnes.

L'histoire de *La Colmenita* n'a pas été un long fleuve tranquille. En 2003, un incendie ravage le siège de la troupe théâtrale et occasionne des dommages matériels s'élevant à plus de 40 000 dollars, détruisant une grande partie des archives musicales de l'institution. Le pays, confronté à des difficultés économiques dues aux sanctions imposées par les Etats-Unis, fait face grâce à la générosité de la population et au soutien institutionnel qui permettent de surmonter cette épreuve.

Après cette perspective historique, Tim Cremata nous conduit dans la petite salle de spectacle où nous attendent les enfants. Nous formons tous une ronde, adultes comme enfants, et nous nous asseyons afin de commencer un échange collectif.

Le jovial Tim en vient aux objectifs de *La Colmenita*. Ainsi, le but n'est pas de former des artistes professionnels car il existe d'excellentes institutions à travaers le pays dédiées à cela, comme par exemple l'Institut supérieur d'Art. La finalité est de former les citoyens de demain en cultivant les valeurs humaines à travers la création artistique par le théâtre et la musique. L'objectif est de transmettre la littérature universelle et folklorique de l'Humanité par des représentations scéniques. *La Colmenita* ouvre ses bras à tous les enfants et adolescents afin qu'ils découvrent la richesse de l'art créatif et qu'ils tissent des liens avec les autres en respectant leur diversité. De la même manière, *La Colmenita* associe la représentation théâtrale au travail communautaire en réalisant des spectacles dans les zones les plus défavorisées du pays.

Cette rencontre émouvante avec les enfants et adolescents de *La Colmenita* s'est achevée par un spectacle participatif de chant et de danse qui a comblé de joie l'auditoire. Nous exprimons notre reconnaissance sincère à Tim Cremata ainsi qu'à tout le collectif de *La Colmenita* qui a offert une magnifique image de Cuba, de sa culture et de sa générosité.

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

AUTO DONATIONS
Donate your car to Wheels For Wishes, benefiting Make-A-Wish. We offer free towing and your donation is 100% tax deductible. Call (855) 376-9474

EDUCATION
Mega Institution Mixte. Mission d'Education pour les générations de l'Avenir. Lilavois 53, Plaine du Cul de Sac, Haiti. Ecole Primaire et Bilingue. Fondateur : Jean L. Vallon, M.S. EDU, Tel : (011509) 3813-1107. Email : levallon@aol.com, vjeanlesly@yahoo.com

HEALTH
Haitians love "SOUL," the anti-oxidant power supplement made from seeds! Banish pain, reclaim youth, inject energy. Packets: **$4 each.** Box of 30: **$78.** Two boxes: **$143.** Call **(203) 666-8650** or visit www.myrainlife.com/rejuvenation.

HELP WANTED
DRIVERS with TLC License WANTED! With or WITHOUT car. GEORGE TOWN CAR SERVICE, Base # B01081, 919 E. 107th St., Brooklyn. Call Victor, 718.642.2222, cell 646.415.3031.

HELP WANTED
DRIVERS with TLC License WANTED! With or without car. ALPHA CAR SERVICE, Flatbush Ave. & Ave. I, Brooklyn. Call 718-859-2900.

HELP WANTED
Driver Tractor Trailer & Owner Operators Wanted, for Container Work, 3 Years Pier Experience Required, CDL Class A Licence, Clean Record, Twic Cart Required. Good Pay, Steady Work, Please Call Gabriel or Mark (973) 690-5363 or Inquire Within 187-189 Foundry St. Newark, NJ 07105

HELP WANTED
Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HELP WANTED
Can You Dig It? Heavy Equipment Operator Career! We Offer Training and Certifications Running Bulldozers, Backhoes and Excavators. Lifetime Job Placement. VA Benefits Eligible! 1-866-362-6497

HELP WANTED
NEW YEAR, NEW AIRLINE CAREERS –Get trained as FAA certified Aviation Technician. Financial aid for qualified students. Job placement assistance. Overnight classes available. Call AIM 866-296-7093

LAND FOR SALE
REPOSSESSED LAND BARGAINS! Cooperstown Lakes Region & Catskill Mountains! 5 acres- $19,900. 11 acres- $39,900. Streams, lake access, mountain views! Clear title, fully guaranteed transaction! Owner financing! Call 888-905-8847. NewYorkLandandLakes.com

WANTED
CASH for Coins! Buying Gold & Silver. Also Stamps & Paper Money, Comics, Entire Collections, Estates. Travel to your home. Call Marc in NY: 1-800-959-3419.

La Colmenita de Carlos Alberto Cremata

Un joyau de la culture cubaine

Par Salim Lamrani

Lors d'un séjour pédagogique à La Havane, un groupe d'étudiants de l'Université de La Réunion, accompagné par des représentants de la Fédération des étudiants universitaires de Cuba, a eu le privilège de rencontrer la célèbre troupe de théâtre infantile fondée par Carlos Alberto Cremata.

A 16 heures précises, nous avions rendez-vous avec *La Colmenita* (la ruche), prestigieuse troupe de théâtre infantile. Nous sommes arrivés au siège de l'institution au cœur du quartier *El Vedado*, sous une généreuse averse tropicale avec près d'une demi-heure de retard. Son directeur Carlos Alberto Cremata nous a chaleureusement souhaité la bienvenue.

Carlos Alberto Cremata, après avoir salué chacun des visiteurs, nous a raconté la genèse de la Colmenita. En 1990, le jeune « Tim » Cremata – son surnom –, alors étudiant de l'Institut supérieur d'art, décide de fonder une petite troupe de théâtre itinérante. Son but est de renforcer le lien culturel avec les habitants des quartiers défavorisés de La Havane et d'autres provinces, notamment de la Ciénaga de Zapata, par le biais de représentations des œuvres classiques universelles de Shakespeare, Lope de Vega ou Tirso de Molina. L'initiative est un grand succès.



La Colmenita (la ruche), prestigieuse troupe de théâtre infantile

Tim Cremata poursuit son histoire. Au début des années 1990, il est nommé directeur artistique d'une série télévisée très populaire réalisée avec des enfants de moins de 5 ans intitulée : *Quand je serai grand*. Il décide alors de réaliser des représentations théâtrales à travers le pays avec ces mêmes enfants et ainsi naît *La Colmenita*. La première représentation a lieu en avril 1994 au célèbre théâtre Karl Marx. Pour la première fois dans l'histoire du pays, une pièce de théâtre était jouée qu'avec des enfants. L'accueil du public a été extraordinaire.

Tim Cremata décide alors de programmer trois œuvres, *Meñique, El gato con botas* et *Ricitos de oro y los tres ositos,*

suite à la page(19)